

Rapport Financier Annuel 2010



LE TALENT SERA TOUJOURS LA PLUS PRÉCIEUSE DES VALEURS.

Sommaire

Comptes consolidés au 31 décembre 2010

	Pages
A. Bilan consolidé	2
B. Compte de résultat consolidé	3
C. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4
D. Etat des variations des capitaux propres	4
E. Tableau des flux de trésorerie	5
F. Notes aux états financiers consolidés	6
G. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	38

Comptes sociaux au 31 décembre 2010

A. Bilan	40
B. Compte de résultat	41
C. Tableau de financement	42
D. Notes aux comptes sociaux de Groupe Crit	43
E. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	54

Attestation du responsable du rapport financier	56
--	----

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés	57
---	----

Honoraires des Commissaires aux comptes	78
--	----

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des 12 derniers mois	79
---	----

A. Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31-12-2010	31-12-2009
• Capital souscrit non appelé		-	14
• <i>Goodwill</i>	7.3	101 245	101 245
• <i>Autres immobilisations incorporelles</i>		2 559	2 664
• Total des immobilisations incorporelles	4.1	103 804	103 909
• Immobilisations corporelles	4.2	21 173	21 844
• Actifs financiers	4.3.2	3 782	3 445
• Participations dans les entreprises associées		895	934
• Impôts différés	6.2.2	2 766	2 196
ACTIFS NON COURANTS		132 420	132 342
• Stocks		1 274	1 254
• Créances clients	4.3.3	292 415	258 559
• Autres créances	4.3.4	19 872	17 473
• Actifs d'impôts exigibles		30	4 030
• Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.3.5	143 603	92 186
ACTIFS COURANTS		457 194	373 502
TOTAL ACTIF		589 614	505 844

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31-12-2010	31-12-2009
• Capital		4 050	4 050
• Primes & réserves		184 087	172 016
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		188 137	176 066
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		3 505	2 629
CAPITAUX PROPRES		191 642	178 695
• Engagements de retraites	4.5.1.1	4 605	3 731
• Emprunts partie non courante	4.6.2.1	9 961	13 427
PASSIFS NON COURANTS		14 566	17 158
• Emprunts partie courante	4.6.2.1	26 380	27 489
• Découverts bancaires et assimilés	4.6.2.2	65 987	29 816
• Provisions pour autres passifs	4.5.2	5 670	6 504
• Dettes fournisseurs		26 016	27 163
• Dettes fiscales et sociales	4.6.3.1	238 965	205 897
• Dettes d'impôts exigibles		6 115	146
• Autres dettes	4.6.3.2	14 272	12 976
PASSIFS COURANTS		383 406	309 991
TOTAL PASSIF		589 614	505 844

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

B. Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	2010	2009
Chiffre d'affaires	7.1	1 310 840	1 127 598
• Achats consommés		(18 628)	(18 893)
• Charges de personnel et assimilées		(1 147 974)	(1 008 955)
• Autres achats et charges externes		(94 596)	(76 142)
• Dotations nettes aux amortissements		(6 857)	(6 340)
• Dotations nettes aux provisions		(4 705)	(5 859)
• Autres produits d'exploitation		1 702	5 773
• Autres charges d'exploitation		(2 259)	(3 465)
Résultat opérationnel	2.1.2 & 7.2	37 523	13 717
• Charges financières		(2 328)	(2 939)
• Produits financiers		560	618
Coût de l'endettement financier net	6.1	(1 768)	(2 321)
Résultat avant impôt		35 755	11 396
• Charge d'impôt sur le résultat	6.2	(20 370)	(3 093)
Résultat après impôt		15 385	8 303
• Quote-part dans les résultats des entreprises associées		199	190
Résultat net		15 583	8 493
• attribuable aux propriétaires de la société mère		13 962	7 405
• attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 621	1 088
		15 583	8 493

Résultat par action des propriétaires de la société (en euros)			
• De base et dilué	10.1	1,25	0,66

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

C. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	2010	2009
Résultat net	15 583	8 493
• Ecart de conversion	246	(14)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	246	(14)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	15 829	8 479
• attribuable aux propriétaires de la société mère	14 213	7 391
• attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 616	1 088
	15 829	8 479

D. Etat des variations des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Titres auto-détenus	Autres réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Exercice 2009							
Capitaux propres au 01/01/09	4 050	(1 236)	168 667	(144)	171 338	2 154	173 492
• Résultat net de l'exercice			7 405		7 405	1 088	8 493
• Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(14)	(14)		(14)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	7 405	(14)	7 391	1 088	8 479
• Dividendes distribués			(2 225)		(2 225)	(624)	(2 849)
• Opérations sur titres auto-détenus		(437)			(437)		(437)
• Autres mouvements			(1)		(1)	11	10
Transactions avec les actionnaires	-	(437)	(2 226)	-	(2 663)	(613)	(3 276)
Capitaux propres au 31/12/09	4 050	(1 673)	173 847	(158)	176 066	2 629	178 695
Exercice 2010							
Capitaux propres au 01/01/10	4 050	(1 673)	173 847	(158)	176 066	2 629	178 695
• Résultat net de l'exercice			13 962		13 962	1 621	15 583
• Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				251	251	(5)	246
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	13 962	251	14 213	1 616	15 829
• Dividendes distribués			(2 238)		(2 238)	(740)	(2 977)
• Opérations sur titres auto-détenus		96			96		96
• Autres mouvements			(9)	7	(2)	(1)	(2)
Transactions avec les actionnaires	-	96	(2 246)	7	(2 143)	(740)	(2 883)
Capitaux propres au 31/12/10	4 050	(1 576)	185 563	101	188 137	3 505	191 642

E. Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	2010	2009
Résultat net de l'exercice	15 583	8 493
<i>Elimination des charges sans effet de trésorerie</i>		
• Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(199)	(190)
• Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	6 831	6 282
• Variation des provisions	35	683
• Elimination des résultats de cession d'actifs	673	298
• Coût de l'endettement financier	1 859	2 754
• Charge d'impôt (y compris impôts différés)	20 370	3 093
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt (A)	45 154	21 414
• Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (B)	(3 583)	45 029
• Impôts versés (C)	(10 937)	1 161
Flux de trésorerie générés par l'activité (D = A+B+C)	30 633	67 604
• Augmentation de capital	13	–
• Dividendes versés	(2 485)	(2 839)
• Achat-revente d'actions propres	96	(437)
• Remboursement d'emprunts	(6 384)	(38 827)
• Emission d'emprunts (hors contrats location-financement)	266	1 309
• Emission d'emprunts (contrats location-financement)	1 535	2 552
• Intérêts financiers versés	(1 858)	(2 757)
Flux liés aux opérations financières	(8 816)	(40 998)
• Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(372)	(303)
• Acquisitions d'immobilisations corporelles (hors contrats location-financement)	(5 065)	(5 418)
• Acquisitions d'immobilisations corporelles (contrats location-financement)	(1 535)	(2 552)
• Variation de trésorerie des activités arrêtés ou cédées	(4)	138
• Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	237	3 218
• Autres flux liés aux opérations d'investissements	(41)	215
Flux liés aux opérations d'investissements	(6 780)	(4 703)
• Incidence de la variation des taux de change	208	(3)
Variation de trésorerie	15 245	21 901
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture	62 370	40 469
• Variation de trésorerie	15 245	21 901
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture	77 615	62 370

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

F. Notes aux états financiers consolidés

Sommaire

1 – Faits marquants de l'exercice

- 1.1. Pôle Travail temporaire et recrutement
- 1.2. Pôle Assistance aéroportuaire

2 – Règles et méthodes comptables

- 2.1. Base de préparation
 - 2.1.1. Base d'évaluation utilisée
 - 2.1.2. Changement de normes et d'interprétations
- 2.2. Méthodes de consolidation
- 2.3. Regroupements d'entreprises
- 2.4. Information sectorielle
- 2.5. Conversion des états financiers des activités à l'étranger
- 2.6. Immobilisations incorporelles
 - 2.6.1. Goodwills
 - 2.6.2. Autres immobilisations incorporelles
- 2.7. Immobilisations corporelles
 - 2.7.1. Principes comptables
 - 2.7.2. Contrats de location
- 2.8. Dépréciation d'actifs non financiers
- 2.9. Stocks
- 2.10. Actifs financiers
 - 2.10.1. Actifs financiers non courants
 - 2.10.2. Créances clients
 - 2.10.3. Autres créances et actifs d'impôts exigibles
 - 2.10.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 2.11. Titres d'autocontrôle
- 2.12. Dividendes et capitaux
- 2.13. Provisions
 - 2.13.1. Avantages du personnel
 - 2.13.1.1. Engagements sociaux
 - 2.13.1.2. Paiements fondés sur des actions
 - 2.13.2. Provisions pour autres passifs
- 2.14. Passifs financiers
 - 2.14.1. Emprunts et découverts bancaires
 - 2.14.2. Passifs financiers courants
- 2.15. Impôts différés
- 2.16. Autres impôts et taxes
- 2.17. Reconnaissance des produits

3 – Utilisation d'estimations et jugements comptables déterminants

4 – Notes sur le bilan

- 4.1. Immobilisations incorporelles
- 4.2. Immobilisations corporelles
- 4.3. Actifs financiers
 - 4.3.1. Catégories d'actifs financiers
 - 4.3.2. Actifs financiers non courants
 - 4.3.3. Créances clients
 - 4.3.4. Autres créances
 - 4.3.5. Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 4.4. Capital et autocontrôle
- 4.5. Provisions
 - 4.5.1. Avantages liés au personnel
 - 4.5.1.1. Régimes à prestations définies
 - 4.5.1.2. Régimes à cotisations définies
 - 4.5.1.3. Autres avantages du personnel
 - 4.5.2. Provisions pour autres passifs

Sommaire (suite)

- 4.6. Passifs financiers
 - 4.6.1. Catégories de passifs financiers
 - 4.6.2. Emprunts et découverts bancaires
 - 4.6.2.1. Endettement financier brut
 - 4.6.2.2. Découverts bancaires et assimilés
 - 4.6.2.3. Endettement financier net
 - 4.6.3. Autres passifs financiers courants
 - 4.6.3.1. Dettes fiscales et sociales
 - 4.6.3.2. Autres dettes

5 – Risques liés aux actifs et passifs financiers

- 5.1. Risque de change
- 5.2. Risque de taux
- 5.3. Risque de crédit
- 5.4. Risque de liquidité

6 – Notes sur le résultat

- 6.1. Coût de l'endettement financier net
- 6.2. Charge d'impôt sur le résultat
 - 6.2.1. Charge d'impôt nette
 - 6.2.2. Impôts différés par nature

7 – Information sectorielle

- 7.1. Chiffre d'affaires par secteurs opérationnels
- 7.2. Résultat opérationnel par secteurs opérationnels
- 7.3. Goodwills par secteurs opérationnels
 - 7.3.1. Goodwill UGT Travail temporaire et recrutement
 - 7.3.2. Goodwill Intérim Espagne
 - 7.3.3. Goodwill UGT Assistance Aéroportuaire
- 7.4. Autres informations par secteurs opérationnels
- 7.5. Autres informations
 - 7.5.1. Chiffre d'affaires par zone géographique
 - 7.5.2. Actifs non courants par zone géographique

8 - Notes sur le tableau des flux de trésorerie

- 8.1. Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité
- 8.2. Remboursement d'emprunts

9 - Engagements hors bilan

- 9.1. Engagements hors bilan liés au financement de la société
 - 9.1.1. Engagements donnés
 - 9.1.2. Engagements reçus
- 9.2. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles de la société
 - 9.2.1. Engagements donnés
 - 9.2.2. Engagements reçus

10 - Autres informations

- 10.1 Résultat par action
- 10.2 Dividende par action
- 10.3 Informations sur les parties liées
 - 10.3.1 Rémunérations des mandataires sociaux
 - 10.3.2 Autres parties liées
- 10.4 Événements post-clôture
- 10.5 Effectifs
- 10.6 Périmètre de consolidation

Comptes consolidés au 31 décembre 2010

Groupe CRIT (« La Société ») est une société anonyme de droit français cotée au compartiment B Euronext à Paris. Son siège social est situé 152 bis, avenue Gabriel Péri, à St Ouen. Le Groupe offre des services diversifiés dont le cœur de métier est le travail temporaire.

1 – Faits marquants de l'exercice

1.1. Pôle Travail temporaire et recrutement

La société Groupe CRIT en sa qualité d'associé unique de la filiale EURISTT, a décidé de dissoudre cette dernière par anticipation le 26 avril 2010.

La filiale CRIT SRO (Slovaquie) a été dissoute le 18 octobre 2010. Cette dissolution est sans incidence sur le résultat de l'exercice.

1.2. Pôle Assistance aéroportuaire

La société GROUPE EUROPE HANDLING en sa qualité d'associé unique de la filiale EUROPE HANDLING CORRESPONDANCE, a décidé de dissoudre cette dernière par anticipation le 22 novembre 2010.

2 – Règles et méthodes comptables

Les principales règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes consolidés sont décrites ci-dessous et ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

2.1. Base de préparation

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 12 avril 2011. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Conformément au règlement CE N° 1606/2002 du 19 juillet 2002, qui s'applique aux comptes consolidés des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé, et du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne, les comptes consolidés de Groupe CRIT et de ses filiales (le « Groupe ») sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB et tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2010.

Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Le référentiel utilisé est disponible sur le site internet de la Commission Européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

2.1.1. Base d'évaluation utilisée

Ainsi qu'il est précisé en note 3, l'établissement des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite la définition par les dirigeants d'un certain nombre d'hypothèses, d'estimations et d'appréciations, celles-ci sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement.

Ces hypothèses, estimations et appréciations dont il est possible que les résultats futurs diffèrent, sont revues par la direction à chaque clôture au regard des réalisations passées et des anticipations.

Le groupe a ainsi précisé les hypothèses retenues et encadré celles-ci de calculs de sensibilité lorsque cela s'avérait pertinent pour les quatre domaines suivants qui ont fait l'objet de travaux particuliers :

- L'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés (impairment) au cours desquels le groupe s'est efforcé de retenir des hypothèses prudentes concernant notamment l'estimation des flux futurs de trésorerie. L'approche développée est détaillée en note 7.3.
- L'estimation des avantages liés au personnel (note 4.5.1)
- L'estimation des provisions pour litiges
- La détermination des impôts différés et en particulier l'appréciation du caractère recouvrable des impôts différés actifs.

2.1.2. Changement de normes et d'interprétations

Le Groupe a approfondi son analyse de la Contribution Economique Territoriale (CET), nouvel impôt introduit par la Loi de finances pour 2010.

Le Groupe estime finalement que la CVAE calculée à partir de la valeur ajoutée, différence entre des produits et des charges est un impôt sur le résultat au sens de la norme IAS 12. Cette position que le Groupe adopte à compter du 1^{er} janvier 2010 permet de présenter des résultats cohérents avec ceux des principaux acteurs du marché de l'Intérim qui ont également opté pour ce traitement.

Ce changement de méthode a un impact positif de 15.1 M€ sur le résultat opérationnel de l'année 2010.

Aucun impôt différé actif ou passif n'est comptabilisé à ce sujet en l'absence d'un impact significatif au 31 décembre 2010. Il en aurait été de même au 31 décembre 2009, dans ce contexte aucun retraitement rétrospectif des comptes 2009 n'a été fait.

Cette présentation de la CVAE augmente le taux d'impôt apparent du Groupe qui passe à 57 % au 31.12.2010 contre 27.1 % au 31.12.2009.

Normes et interprétations applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010

Les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2010 et susceptibles d'avoir un impact sur les comptes du Groupe sont détaillées ci-après.

IFRS 3 Regroupement d'entreprise (révisée) et
IAS 27 Etats financiers consolidés et individuels (révisée)

Ces deux normes sont d'application prospective et sont donc sans incidence sur les regroupements d'entreprise réalisés avant le 1^{er} janvier 2010 qui ont été comptabilisés selon les principes décrits dans la note 2.3 Regroupements d'entreprise.

La révision de la norme IFRS 3 introduit les principales modifications suivantes pour les regroupements postérieurs au 1^{er} janvier 2010 :

- la constatation des coûts directs liés à l'acquisition en charges de la période,
- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition,
- l'option disponible au cas par cas pour chaque acquisition, d'évaluer les capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise soit à leur juste valeur,
- dans le cas d'un regroupement réalisé par étapes, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte en résultat.

La révision de la norme IAS 27 apporte quant à elle les principaux changements suivants :

- les acquisitions complémentaires de titres après prise de contrôle exclusif et parallèlement les cessions de titres sans perte du contrôle exclusif influent uniquement sur les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangée la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris le goodwill,
- les cessions de titres avec perte du contrôle exclusif donnent lieu à la constatation d'un résultat de cession calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération.

En l'absence de toute évolution significative du périmètre de consolidation du Groupe en 2010, l'application de ces deux nouvelles normes révisées est sans impact sur les états financiers du Groupe.

Normes et interprétations susceptibles d'être anticipées pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de normes, amendements de normes ou interprétations par anticipation et plus particulièrement les normes et interprétations suivantes dont la date d'application obligatoire est postérieure aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010.

Seule la révision de la norme IAS 24 Informations relatives aux parties liées est susceptible d'avoir un impact sur les comptes du Groupe.

2.2. Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales").

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles Groupe CRIT exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif de droit ou de fait sont consolidées par intégration globale. Ainsi au 31 décembre 2010, toutes les sociétés contrôlées ou détenues à plus de 50 % sont consolidées par intégration globale.

La méthode de l'intégration globale est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges de la filiale sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date à laquelle le contrôle est perdu par le Groupe.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Les autres sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle, qui s'accompagne d'une prise de participation généralement comprise entre 20 % et 50 % des droits de vote, sont consolidées par mise en équivalence.

La liste des sociétés consolidées est présentée en note 10.6. ci-après.

2.3. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût du regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs en date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, et de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Les regroupements d'entreprises qui seront réalisés après le 1^{er} janvier 2010 tiendront compte de la révision des normes IFRS 3 Regroupement d'entreprise et IAS 27 Etats financiers consolidés et individuels, qui est décrite dans la partie 2.1.2.

2.4. Information sectorielle

Le Groupe CRIT intervient dans trois métiers :

- Le Travail temporaire et le recrutement constituent le cœur de métier du Groupe, qui agit en temps qu'acteur global en ressources humaines grâce à son offre étendue de services.
- L'Assistance aéroportuaire inclut tous les services à effectuer sur un avion entre son atterrissage et son décollage, notamment l'assistance aux passagers et aux avions.
- Les Autres services regroupent les services en ingénierie et en maintenance industrielle ainsi que les activités diverses (Gestion dématérialisée RH, Prestations d'accueil, Négoce...).

L'activité des trois sociétés Computer, Hillary et Rush, prestataires de services informatiques, juridiques et de publicité principalement au pôle Travail temporaire et recrutement, est rattachée à ce métier. Les activités de formation qui se sont notablement développées pour la part hors-groupe sont en revanche gérées au sein du pôle Autres services.

Ces différents types de prestations de services aux entreprises ont chacune leur marché et type de clientèle, leur méthode de distribution et leur environnement règlementaire. Ils constituent la base du reporting interne.

Le principal décideur opérationnel est le Président Directeur Général. Assisté des dirigeants de secteurs du pôle Travail temporaire et recrutement et des Activités Aéroportuaires, il évalue la performance de ces secteurs opérationnels et leur alloue les ressources nécessaires en fonction d'indicateurs de performance opérationnels (chiffre d'affaires et résultat opérationnel).

Les secteurs à présenter sont ainsi fondés sur ces 3 secteurs opérationnels suivis par le management :

- Travail temporaire et recrutement
- Assistance aéroportuaire
- Autres services.

2.5. Conversion des états financiers des activités à l'étranger

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société.

Les postes du bilan exprimés en devises sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat exprimés en devises sont convertis en euros au cours moyen annuel. Les différences de conversion en résultant sont inscrites en tant que composante distincte des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère et aux participations ne donnant pas le contrôle.

Lorsqu'une activité étrangère est dissoute ou cédée, ces différences de conversion initialement reconnues en capitaux propres sont reclassées en résultat.

2.6. Immobilisations incorporelles

2.6.1. Goodwills

A l'occasion de la première consolidation des filiales du Groupe, il est procédé dans un délai n'excédant pas un an à l'évaluation de la quote-part du Groupe dans l'ensemble des actifs et passifs acquis identifiables. L'écart entre cette quote-part acquise et le coût d'acquisition constitue le goodwill.

Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités de réalisation des tests de perte de valeur sont détaillées dans la partie 7.3. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat opérationnel.

Les goodwill sont comptabilisés déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas réversibles.

2.6.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont pour l'essentiel des droits au bail et logiciels enregistrés à leur valeur d'acquisition. A chaque clôture, il est procédé à une revue des actifs incorporels de façon à s'assurer, sur la base d'indices tant internes qu'externes, que la valeur recouvrable de l'actif reste supérieure à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable de l'actif est définie comme la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'utilité.

Les droits au bail font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée estimée entre cinq et dix ans.

Les logiciels sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, de un à cinq ans.

2.7. Immobilisations corporelles

2.7.1. Principes comptables

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Le Groupe a choisi le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation estimées retenues sont les suivantes :

Nature	Durée d'utilisation estimée
• Constructions	40 ans
• Agencements et aménagements	3 à 5 ans
• Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
• Matériel informatique et de bureau	3 à 5 ans
• Matériel de transport	4 à 5 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable estimée lorsque cette dernière est inférieure.

2.7.2. Contrats de location

La distinction entre contrats de location financement et contrats de location simple est effectuée sur la base de l'analyse économique du partage des risques et avantages entre le preneur et le bailleur.

Tel que préconisé par l'IAS 17, les contrats de location sont comptabilisés selon leur nature. S'ils ont pour conséquence de transférer substantiellement les risques et avantages au preneur, ces contrats de location financement sont retraités et les actifs ainsi acquis sont immobilisés et amortis selon les règles du Groupe et la dette correspondante est comptabilisée au passif.

Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat de façon linéaire sous forme de loyers sur la durée de la location.

2.8. Dépréciation d'actifs non financiers

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et celles non encore mises en service.

La valeur nette comptable des actifs incorporels et corporels est comparée à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée du coût des ventes et la valeur d'utilité.

Afin de déterminer leur valeur d'utilité, les actifs auxquels il est impossible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T.) à laquelle ils appartiennent.

L'Unité Génératrice de Trésorerie est un ensemble homogène d'actifs, dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur d'utilité de l'U.G.T. est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés selon les principes suivants:

- les flux de trésorerie sont issus de plans d'affaires à 5 ans élaborés par le management de l'entité concernée ;
- le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital utilisé prenant en compte un ratio d'endettement cible, un coût de la dette financière pour le Groupe, un taux sans risque, une prime de risque action et un bêta sur la base des données historiques ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'entité concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable ainsi déterminée de l'U.G.T. est ensuite comparée à la valeur comptable de l'U.G.T.; une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant si la valeur comptable s'avère supérieure à la valeur recouvrable de l'U.G.T., et est imputée en priorité aux goodwill.

Les pertes de valeur peuvent en cas de modifications de ces estimations être reprises, à l'exception de celles concernant les goodwill qui sont irréversibles.

2.9. Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Le coût est déterminé à l'aide de la méthode du coût moyen pondéré (activité industrielle et de négoce). La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normale, déduction faite des frais de vente.

2.10. Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés selon les catégories définies par la norme IAS 39.

Les catégories suivantes existent pour Groupe CRIT :

- Prêts et créances : Prêts et créances à plus d'un an, créances clients, autres créances, actifs d'impôts exigibles, comptes courants bancaires
- Actifs financiers à la juste valeur par le résultat : Placements à court terme et instruments financiers dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture.

2.10.1. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont inscrits au bilan consolidé initialement à leur juste valeur puis ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils sont essentiellement constitués des actifs financiers non dérivés « prêts et créances » qui correspondent aux dépôts, cautionnements et prêts.

Les prêts sont essentiellement composés de prêts effectués dans le cadre de la participation à l'effort de construction.

2.10.2. Créances clients

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur puis ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction (déduction faite des couvertures liées à l'assurance crédit). Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Les créances clients cédées dans le cadre du contrat de titrisation sont présentées dans le poste clients en contrepartie des dettes financières.

Les créances clients cédées nettes des encaissements à reverser aux organismes d'affacturage sont également présentées dans le poste clients en contrepartie des découverts bancaires ou en trésorerie et équivalents de trésorerie. Le Groupe cède en effet ses créances aux organismes d'affacturage en continuant à les recouvrer sur des comptes bancaires dédiés. Ces encaissements à reverser aux organismes d'affacturage peuvent excéder ponctuellement le financement obtenu de ces derniers. Cette position débitrice constitue alors un équivalent de trésorerie.

2.10.3. Autres créances et actifs d'impôts exigibles

Les autres créances et les actifs d'impôts exigibles sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur puis ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.10.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » présentées à l'actif du bilan est composée de la trésorerie, disponibilités constituant des prêts et créances envers les établissements bancaires et des équivalents de trésorerie qui comprennent :

- les OPCVM monétaires, placements à court terme très liquides, convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à leur juste valeur par le résultat en référence directe à des prix publiés sur un marché actif (Niveau 1 de la norme IFRS 7-27 A)
- les comptes de dépôt à court terme convertibles à tout moment en trésorerie sans risque de changement de valeur. Ces derniers sont valorisés sur la base de données observables (Niveau 2 de la norme IFRS 7-27 A)
- les positions éventuellement débitrices vis-à-vis des organismes d'affacturage.

2.11. Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le résultat lors de leur achat, vente, émission ou annulation.

2.12. Dividendes et capitaux

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la société sont comptabilisées en tant que dette dans les états financiers du Groupe au cours de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par les actionnaires de la société.

2.13. Provisions

2.13.1. Avantages du personnel

2.13.1.1. Engagements sociaux

Différents régimes de retraites à cotisations définies et à prestations définies sont accordés aux salariés du Groupe.

Les régimes à cotisations définies sont caractérisés par des versements libérant l'employeur de toute obligation ultérieure à des organismes indépendants. Ces derniers se chargent de verser au salarié les montants qui lui sont dû déterminés à partir des cotisations versées majorées du rendement de leur placement.

Les paiements effectués par le Groupe sont constatés dans le compte de résultat en charge de la période à laquelle ils se rapportent. Aucune obligation supplémentaire n'existe et aucun passif ne figure dans les comptes du Groupe.

Les régimes de retraite qui ne sont pas des régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies.

Ces derniers concernent exclusivement les indemnités légales de départ à la retraite, aucun autre avantage social à long terme ou postérieur à l'emploi n'ayant été octroyé aux salariés. Ils ne sont pas financés par le Groupe, il n'existe donc pas d'actif de régime.

L'engagement lié à ces régimes fait l'objet d'une évaluation annuelle par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période d'emploi confère une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Ces estimations tiennent compte notamment d'hypothèses d'espérance de vie, de rotation des effectifs, d'évolution des salaires et d'une actualisation des sommes à verser.

L'impact des modifications de régimes résultant de l'action du gouvernement et affectant les droits à prestations sont constatés en résultat de manière étalée sur la durée résiduelle d'obtention de ces droits. C'est ainsi qu'est notamment comptabilisé l'impact de la loi portant réforme des retraites 2010.

L'engagement correspondant, inscrit au bilan en provision pour risques, correspond ainsi à la valeur actualisée des obligations futures diminuée du coût des services passés non encore comptabilisé. Les écarts actuariels sont comptabilisés en totalité en résultat de la période.

2.13.1.2. Paiements fondés sur des actions

Aucun plan de rémunération fondé sur des actions n'est mis en place par le Groupe.

2.13.2. Provisions pour autres passifs

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé et qu'il est probable que le règlement de cette obligation générera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

2.14. Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés selon les catégories définies par la norme IAS 39.

Les passifs financiers sont comptabilisés :

- soit en « autres passifs au coût amorti » pour les emprunts et découverts bancaires, les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales, les dettes d'impôts exigibles et les autres dettes
- en « passifs évalués à la juste valeur par le résultat » pour les instruments financiers dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture. La valorisation est faite sur la base de données observables (Niveau 2 de la norme IFRS 7-27.A).

2.14.1. Emprunts et découverts bancaires

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement comptabilisés à leur coût amorti ; toute différence entre les produits (nets des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est comptabilisée au compte de résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le contrat de titrisation de créances professionnelles, initialement conclu en 2002, a été renouvelé le 19 janvier 2007 pour une durée de 6 ans. Ce financement, dont la maturité de remboursement définitif est supérieure à douze mois est par conséquent classé en éléments non courants. Une situation à jour au 31 décembre 2010 a été détaillée en notes 4.3.3. et 4.6.2.1.

Comme indiqué en note 2.10.2, les créances clients cédées nettes des encaissements à reverser aux organismes d'affacturage sont également présentées dans le poste clients en contrepartie des découverts bancaires ou en trésorerie et équivalents de trésorerie lorsque la position vis-à-vis des organismes d'affacturage est ponctuellement débitrice.

Le financement obtenu des organismes d'affacturage est d'une maturité de remboursement inférieure à douze mois.

2.14.2. Passifs financiers courants

Les fournisseurs, dettes fiscales et sociales et autres dettes sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur puis ultérieurement au coût en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes fiscales et sociales comprennent essentiellement des dettes salariales et sociales ainsi que de la TVA.

2.15. Impôts différés

Certains retraitements de consolidation apportés aux comptes sociaux des entités consolidées, ainsi que certains décalages d'imposition dans le temps, existant dans les comptes sociaux, peuvent conduire à des différences temporelles, conformément à l'IAS 12, entre la valeur fiscale et la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits au bilan consolidé.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés. De même, les déficits fiscaux reportables peuvent donner lieu à la comptabilisation d'impôt différé actif.

Les impôts différés sont calculés sur une base globale suivant la méthode du report variable.

Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé. Les effets des éventuelles variations de taux d'impôt sur les impôts différés constatés antérieurement sont enregistrés au compte de résultat au cours de l'exercice durant lequel ces changements de taux sont devenus certains sauf dans la mesure où ils se rapportent à des éléments précédemment débités ou crédités dans les capitaux propres. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de la période durant laquelle les actifs deviennent ou restent récupérables.

2.16. Autres impôts et taxes

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui comprend deux nouvelles contributions :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'ancienne Taxe Professionnelle ;
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Ainsi que développé en partie 2.1.2 Changement de normes et d'interprétation, le groupe considère que la CVAE est un impôt sur le résultat au sens de la norme IAS 12.

2.17. Reconnaissance des produits

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

Les ventes de biens sont comptabilisées lorsqu'une entité du Groupe a transféré les risques et avantages des produits au client, ce qui coïncide en général à l'acceptation par le client des produits qui lui sont livrés et que le recouvrement des créances afférentes est probable.

Les ventes de services sont comptabilisées au cours de la période durant laquelle les services sont rendus, en fonction du degré d'avancement de la transaction évalué sur la base des services fournis, rapporté au total des services à fournir, et lorsque le recouvrement des créances afférentes est probable.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés prorata temporis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de recevoir le dividende est établi.

3 – Utilisation d'estimations et jugements comptables déterminants

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, la détermination de certaines données figurant dans les états financiers nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations.

Les principales estimations faites par le Groupe lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour :

- la valorisation des actifs incorporels et la dépréciation d'actifs non financiers (notes 2.6. et 2.8.),
- la valorisation des engagements sociaux (note 2.13.1.1.),
- l'évaluation des provisions pour autres passifs consistant à estimer les dépenses nécessaires à l'extinction de l'obligation (note 2.13.2.),
- la reconnaissance d'impôt différé actif en cas de pertes reportables (note 2.15.).

Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'arrêté des comptes, qui peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses.

4 – Notes sur le bilan**4.1 – Immobilisations incorporelles**

En milliers d'euros	Goodwill	Fonds de commerce	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2009				
• Valeur brute comptable	101 732	5 183	5 147	112 062
• Amortissements et dépréciations cumulés	(487)	(4 251)	(3 711)	(8 449)
Valeur nette comptable	101 245	932	1 436	103 613
Exercice clos le 31 décembre 2009				
• Valeur nette comptable à l'ouverture	101 245	932	1 436	103 613
• Acquisitions			304	304
• Cessions			(82)	(82)
• Reclassements			355	355
• Dotations aux amortissements			(281)	(281)
Valeur nette comptable à la clôture	101 245	932	1 732	103 909
Au 31 décembre 2009				
• Valeur brute comptable	101 732	5 183	5 604	112 519
• Amortissements et dépréciations cumulés	(487)	(4 251)	(3 872)	(8 610)
• Valeur nette comptable	101 245	932	1 732	103 909
Exercice clos le 31 décembre 2010				
• Valeur nette comptable à l'ouverture	101 245	932	1 732	103 909
• Acquisitions			372	372
• Cessions			(40)	(40)
• Reclassements			(11)	(11)
• Dotations aux amortissements			(425)	(425)
Valeur nette comptable à la clôture	101 245	932	1 628	103 804
Au 31 décembre 2010				
• Valeur brute comptable	101 732	5 183	5 815	112 730
• Amortissements et dépréciations cumulés	(487)	(4 251)	(4 187)	(8 925)
Valeur nette comptable	101 245	932	1 628	103 804

Le poste « Autres » est principalement constitué de logiciels acquis ou développés en interne.

Les informations relatives aux tests de perte de valeur effectués pour les goodwills sont fournies dans la partie 7.3. Goodwills par secteurs opérationnels.

4.2. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques matériels et outillages	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2009					
• Coût	447	2 357	31 940	22 938	57 683
• Amortissements et dépréciations cumulés		(1 435)	(17 493)	(15 355)	(34 283)
Valeur nette comptable	447	922	14 447	7 583	23 400
<i>dont immobilisations en location financement</i>	<i>309</i>		<i>10 583</i>		<i>10 892</i>
Exercice clos le 31 décembre 2009					
• Valeur nette comptable à l'ouverture	447	922	14 447	7 583	23 400
• Différences de conversion			(1)	(1)	(2)
• Acquisitions		1	4 180	3 789	7 970
• Cessions			(3 287)	(151)	(3 438)
• Reclassements			74	(102)	(28)
• Dotations aux amortissements		(36)	(3 440)	(2 582)	(6 058)
Valeur nette comptable à la clôture	447	887	11 973	8 536	21 844
Au 31 décembre 2009					
• Coût	447	2 358	29 393	25 011	57 209
• Amortissements et dépréciations cumulés		(1 471)	(17 421)	(16 473)	(35 365)
Valeur nette comptable	447	887	11 972	8 538	21 844
<i>dont immobilisations en location financement</i>	<i>309</i>		<i>9 508</i>		<i>9 817</i>
Exercice clos le 31 décembre 2010					
• Valeur nette comptable à l'ouverture	447	887	11 972	8 538	21 844
• Différences de conversion			28	3	32
• Acquisitions		37	4 642	1 922	6 601
• Cessions			(520)	(337)	(857)
• Reclassements		1	13	(29)	(15)
• Dotations aux amortissements		(40)	(3 617)	(2 775)	(6 431)
Valeur nette comptable à la clôture	447	885	12 519	7 323	21 173
Au 31 décembre 2010					
• Coût	447	2 396	33 556	26 570	62 969
• Amortissements et dépréciations cumulés		(1 511)	(21 038)	(19 248)	(41 796)
Valeur nette comptable	447	885	12 519	7 323	21 173
<i>dont immobilisations en location financement</i>	<i>309</i>			<i>8 032</i>	<i>8 341</i>

Le poste « Autres » inclut notamment des matériels de bureau, informatique et de transport.

Comptes consolidés au 31 décembre 2010

4.3 Actifs financiers

4.3.1. Catégories d'actifs financiers

En milliers d'euros	31.12.2010			31.12.2009
	Non Courant	Courant	Total	Total
Prêts et créances au coût amorti	3 782	426 187	429 969	350 356
• Prêts et créances et autres immobilisations financières	3 782		3 782	3 445
• Créances clients		292 415	292 415	258 559
• Autres créances		19 872	19 872	17 473
• Actif d'impôt exigible		30	30	4 030
• Comptes courants bancaires		93 321	93 321	49 340
• Affacturage		20 549	20 549	17 510
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		29 733	29 733	25 336
• OPCVM monétaires		14 733	14 733	10 336
• Compte à terme		15 000	15 000	15 000
Total	3 782	455 920	459 702	375 692

4.3.2. Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	Prêts et créances à plus d'un an	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2009			
• Valeur brute	3 580	105	3 685
• Dépréciations cumulées	(159)		(160)
Valeur nette comptable	3 421	105	3 526
Exercice clos le 31 décembre 2009			
• Valeur nette comptable à l'ouverture	3 421	105	3 526
• Différences de conversion	(1)		(1)
• Variations de périmètre		(1)	(1)
• Acquisitions	457	1	458
• Cessions	(530)		(530)
• Reclassements	(63)		(63)
• Dépréciations de l'exercice	56		56
Valeur nette comptable à la clôture	3 340	105	3 445
Au 31 décembre 2009			
• Valeur brute	3 443	105	3 548
• Dépréciations cumulées	(103)		(103)
Valeur nette comptable	3 340	105	3 445
Exercice clos le 31 décembre 2010			
• Valeur nette comptable à l'ouverture	3 340	105	3 445
• Différences de conversion	30		30
• Acquisitions	715		715
• Cessions	(432)	(7)	(439)
• Reclassements	7		7
• Dépréciations de l'exercice	24		24
Valeur nette comptable à la clôture	3 684	98	3 782
Au 31 décembre 2010			
• Valeur brute	3 763	98	3 861
• Dépréciations cumulées	(79)		(79)
Valeur nette comptable	3 684	98	3 782

4.3.3. Créances clients

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009
• Clients et comptes rattachés	303 132	270 245
• Dépréciations	(10 717)	(11 686)
Total	292 415	258 559

Le poste créances clients inclut des effets remis à l'encaissement au 31 décembre mais relatifs à des dates d'échéance postérieures. Ces effets sont d'un montant de 6 356 milliers d'euros à la clôture 2010 contre 12 623 milliers d'euros à fin 2009.

Le poste clients inclut le montant des créances cédées dans le cadre de contrats d'affacturage pour un montant de 81.2 M€ et celles cédées au véhicule de titrisation pour un montant de 114 M€. Ces dernières sont surdimensionnées par rapport au financement utilisé par le Groupe soit 7,5 M€ (note 4.6.2.1).

Par ailleurs, il est rappelé qu'à l'exception de certains grands comptes et de deux régions opérationnelles (note 5.3), les comptes clients font l'objet d'une assurance-crédit et que ces créances ont une échéance inférieure à 1 an.

4.3.4. Autres créances

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009
• Créances sociales et sur l'État	12 432	9 370
• Charges constatées d'avance	3 407	3 389
• Autres tiers actif	4 920	6 242
Valeur brute des autres débiteurs	20 758	19 001
• Dépréciations	(887)	(1 528)
Total des autres débiteurs net	19 872	17 473

Les créances sur l'Etat sont principalement des créances de TVA et les autres tiers actifs des remboursements en attente des organismes de formation.

4.3.5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009
Trésorerie	93 321	49 340
Equivalents de trésorerie		
• OPCVM monétaires	14 733	10 336
• Compte à terme	15 000	15 000
• Affacturage	20 549	17 510
	50 282	42 846
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	143 603	92 186

Notre position vis-à-vis des organismes d'affacturage est ponctuellement débitrice en raison d'une absence de besoin de financement auprès de ces établissements.

4.4. Capital et autocontrôle

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009
• Capital (en milliers d'euros)	4 050	4 050
• Nominal (en euros)	0,36	0,36
• Nombre total d'actions (en milliers)	11 250	11 250
• Nombre d'actions autorisées, émises et en circulation (en milliers)	11 129	11 123
• Titres d'autocontrôle (en milliers)	121	127

Le nombre de titres d'autocontrôle achetés ou vendus au cours des exercices présentés n'est pas significatif.

Gestion du capital

La gestion du capital de la société vise à assurer la liquidité et à optimiser sa structure financière.

Un contrat de liquidité est signé avec ODDO depuis le 01 juillet 2005.

La société n'a pas de plan de stock options, ni d'attribution d'actions gratuites. Il n'existe d'autre part pas de pacte d'actionnaires.

4.5. Provisions

4.5.1. Avantages liés au personnel

4.5.1.1. Régimes à prestations définies :

Les principales hypothèses actuarielles retenues en 2010 pour évaluer la valeur totale de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- départ volontaire à l'initiative du salarié
- âge de départ à la retraite fixée individu par individu, en fonction du nombre de trimestres requis pour une retraite à taux plein de la Sécurité Sociale, comptés à partir de la date de début d'activité professionnelle avec un maximum de 70 ans
- taux de revalorisation des salaires : de 2 % à 3 %
- taux de turnover individualisé par secteur d'activité
- le taux d'actualisation retenu est de 4,3 % en 2010 à rapprocher de 4.7 % en 2009. Il s'agit du taux iBoxx Corporate AA à fin décembre pour toutes les obligations long terme de maturité comparable à la durée résiduelle d'activité des salariés du groupe soit 16 ans en excluant les valeurs financières
- table de mortalité TH-TF 00-02 pour les sociétés françaises et PM60/64 pour les filiales du Congo et Gabon

Le tableau suivant présente la valeur des engagements au titre des indemnités de fin de carrière.

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009	31.12.2008	31.12.2007	31.12.2006
• Valeur actuelle de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière	6 392	3 731	4 045	3 563	3 592

Les principales sensibilités du calcul de cet engagement social aux hypothèses fixées sont les suivantes :

- avec un taux d'actualisation de 4.55 % l'engagement est de 6 211 K€ contre 6 580 K€ à 4.05 %
- l'augmentation du taux de turnover de 1 % ferait passer l'engagement à 6 023 K€
- tandis que l'augmentation du taux de revalorisation des salaires de 1 % ferait évoluer l'engagement à 7 212 K€.

En l'absence d'écarts actuariels non reconnus et d'actifs couvrant les engagements, la provision comptabilisée est égale comme indiqué en note 2.13.1.1 à la valeur actuelle de l'engagement déduction faite du montant du coût des services passés non encore comptabilisés au bilan soit 1.8 M€.

La provision a évolué de la manière suivante au cours des deux exercices présentés :

En milliers d'euros	2010	2009
Au 1^{er} janvier	3 731	4 045
• Coût des services rendus	355	486
• Coût de l'actualisation	194	255
• Ecart actuariels	211	(1 414)
• Coût des services passés	139	
• Prestations payées par l'employeur	(177)	(159)
• Variation de périmètre		518
• Reclassement	210	
• Liquidations	(58)	
Au 31 décembre	4 605	3 731

4.5.1.2. Régimes à cotisations définies

Le montant versé au titre des régimes à cotisations définies (part patronale) s'élève pour l'ensemble des salariés (permanents et intérimaires délégués) sur l'exercice 2010 à 111 608 K€.

4.5.1.3. Autres avantages du personnel

Les autres avantages du personnel sont non significatifs.

4.5.2. Provisions pour autres passifs

En milliers d'euros	31.12.2009	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	Reclassements et change	31.12.2010
• Provisions pour litiges	4 618	1 073	(1 099)	(810)	2	3 784
• Autres provisions	1 886	1 142	(741)	(310)	(91)	1 887
Total	6 504	2 215	(1 840)	(1 120)	(89)	5 670

En milliers d'euros	31.12.2008	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	Reclassements et change	31.12.2009
• Provisions pour litiges	2 782	2 517	(368)	(530)	217	4 618
• Autres provisions	2 187	1 179	(1 263)		(217)	1 886
Total	4 969	3 696	(1 631)	(530)		6 504

Les provisions pour litiges concernent principalement des risques prud'homaux. L'estimation du risque est effectuée en tenant compte de la nature du litige, de la connaissance de la résolution de litiges passés et de la Jurisprudence en cours. Les autres provisions concernent divers risques commerciaux, sociaux et fiscaux.

4.6. Passifs financiers**4.6.1. Catégories de passifs financiers**

En milliers d'euros	31.12.2010			31.12.2009
	Non courant	Courant	Total	Total
• Emprunts	9 961	26 380	36 341	40 917
• Découverts bancaires et assimilés		65 987	65 987	29 816
• Dettes fournisseurs		26 016	26 016	27 163
• Dettes fiscales et sociales		238 965	238 965	205 897
• Dettes d'impôt exigible		6 115	6 115	146
• Autres dettes		14 272	14 272	12 976
Total	9 961	377 736	387 697	316 914

4.6.2. Emprunts et découverts bancaires**4.6.2.1. Endettement financier brut**

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009
• Emprunt partie non courante	9 961	13 427
• Emprunt partie courante	26 380	27 489
Total	36 341	40 917

Analyse des dettes financières par nature et par échéance

En milliers d'euros	Titrisation	Participation des salariés aux résultats	Crédits baux	Emprunts	Total
Valeurs au 31.12.2009					
• A moins d'un an		24 430	2 213	847	27 489
• De un à cinq ans	10 000	699	2 522	200	13 421
• A plus de cinq ans				6	6
Total 2009	10 000	25 129	4 735	1 053	40 917
Valeurs au 31.12.2010					
• A moins d'un an		24 379	1 918	83	26 380
• De un à cinq ans	7 510	491	1 731	76	9 808
• A plus de cinq ans				153	153
Total 2010	7 510	24 871	3 649	312	36 341

En juin 2002, le Groupe a mis en place un programme de titrisation de créances commerciales, ce dernier a été renouvelé en janvier 2007 pour une période de 6 ans.

Le principe de ce financement est de céder les créances existantes à la clôture mensuelle précédant le rechargement à un véhicule de titrisation, lequel finance cette acquisition par l'émission de titres sur le marché tout en donnant aux cédants un mandat de recouvrement. Ainsi, la trésorerie liée aux encaissements relatifs aux créances cédées reste gérée par le Groupe. En conséquence, le Groupe cède au véhicule de titrisation, en garantie du bon reversement de cette trésorerie, les créances du mois en cours, au 31 décembre 2010, ce montant s'élevait à 49,8 M€ contre 41 M€ à fin 2009. Cet engagement est pris vis-à-vis d'Ester Finance titrisation pour la durée du contrat.

Au 31 décembre 2010, le financement utilisé par le Groupe est de 7,5 M€ pour un montant de créances cédées à hauteur de 114 M€, ces créances étant conservées au bilan.

Conformément à l'interprétation SIC 12, l'entité ad-hoc du véhicule de titrisation est externe et ne doit pas être consolidée par le Groupe.

4.6.2.2. Découverts bancaires et assimilés

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009
• Découverts bancaires	65 987	29 816
Total	65 987	29 816

4.6.2.3. Endettement financier net

L'endettement financier net du Groupe a évolué de la façon suivante durant l'exercice :

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009	Variation
• Emprunt partie non courante	9 961	13 427	(3 466)
• Emprunt partie courante	26 380	27 489	(1 110)
<i>Endettement financier brut</i>	<i>36 341</i>	<i>40 917</i>	<i>(4 576)</i>
• Trésorerie et équivalents de trésorerie	143 603	92 186	51 417
• Découverts	65 987	29 816	36 171
<i>Trésorerie nette</i>	<i>77 615</i>	<i>62 370</i>	<i>15 246</i>
Endettement financier net	(41 274)	(21 453)	(19 821)

La gestion de la trésorerie du Groupe est assurée par le biais de différents contrats de cash-pooling dont les positions à la clôture figurent soit en trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan soit en découverts bancaires au passif.

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009	Variation
• Cash pooling - position active	61 528	23 592	37 935
• Cash pooling - position passive	60 481	20 451	40 029
• Solde net des cash-pooling	1 047	3 141	(2 094)

Les caractéristiques des principales sources de financement du Groupe sont les suivantes :

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009	Échéance	Couverture
• Titrisation	7 510	10 000	2012	Non
• Affacturage			N/A	Non

Le taux moyen de rémunération de ces différentes dettes est pour l'essentiel basé sur l'EURIBOR.

Incluant la marge, le taux moyen est de l'ordre de 1,0 %.

Comme signalé précédemment, notre position vis-à-vis des organismes d'affacturage est ponctuellement débitrice en raison d'une absence de besoin de financement auprès de ces établissements.

Le groupe a conclu fin juin 2009 un contrat d'échange de taux d'intérêt (swap). Cet instrument financier dérivé lui permet de réduire son exposition aux risques de variation des taux d'intérêt du contrat de titrisation en échangeant à des dates fixes des flux d'intérêts basé sur un taux variable contre un flux d'intérêts basés sur un taux fixe.

Les variations de juste valeur de cet instrument financier sont comptabilisées directement en résultat (+114 K€ en 2010 contre -266 K€ en 2009).

Comptes consolidés au 31 décembre 2010

4.6.3. Autres passifs financiers courants

4.6.3.1. Dettes fiscales et sociales

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009
• Organismes sociaux	77 440	67 001
• Personnel	68 320	57 066
• Taxe sur la valeur ajoutée	66 859	59 279
• Etat, collectivités publiques et autres dettes	26 346	22 551
Total	238 965	205 897

4.6.3.2. Autres dettes

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009
• Dettes diverses	12 991	10 954
• Produits constatés d'avance	1 281	2 022
Total	14 272	12 976

Les dettes diverses représentent pour l'essentiel des charges à payer ainsi que des avoirs à établir. L'ensemble de ces dettes a une échéance inférieure à un an.

5 - Risques liés aux actifs et passifs financiers

5.1. Risque de change

Compte tenu d'une activité essentiellement française ou en zone euro, le Groupe est peu exposé aux risques de change.

5.2. Risque de taux

Une évolution de 1 point des taux d'intérêt aurait une incidence de 110 K€ sur la charge financière annuelle du Groupe.

5.3. Risque de crédit

Il convient de noter que le risque de concentration est très faible dans la mesure où le portefeuille clients est diversifié. Le chiffre d'affaires réalisé avec un client externe ne dépasse jamais 5 % des ventes du Groupe. Il n'y a pas de ce fait de dépendance vis-à-vis de clients spécifiques.

En outre, les créances clients font l'objet d'une assurance crédit pour leur majorité à l'exception de certains grands comptes et de deux régions opérationnelles lesquelles représentent près de 22 % du chiffre d'affaires du pôle Intérim France.

L'âge des créances clients échues mais non dépréciées est analysé de la manière suivante :

En milliers d'euros	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture (valeur nette)				Actifs dépréciés	Actifs non dépréciés non échus	Total (valeur nette)
	0-2 mois	2-4 mois	au-delà de 4 mois	Total			
31.12.2010	42 950	4 445	4 464	51 859	10 717	240 556	292 415
31.12.2009	40 300	7 983	4 816	53 099	11 686	205 460	258 559

5.4. Risque de liquidité

Comme indiqué en 2.14.1., le Groupe dispose grâce au contrat de titrisation d'un financement d'une maturité de remboursement définitif supérieure à douze mois.

De façon générale, la principale source de financement du Groupe ne contient pas de clauses d'exigibilité anticipée automatique. Elle comprend la mise en œuvre potentielle d'un mécanisme de liquidité de la part d'Ester Finance destiné à permettre au véhicule de titrisation d'être en mesure de faire face à ses obligations. Dans le cadre du contrat de titrisation, le Groupe est engagé à maintenir un encours financé minimum ainsi qu'un niveau de surdimension.

La capacité maximum de tirage du Groupe est de 75 M€ pouvant être étendue à 110 M€ au titre du contrat de titrisation et de 80 M€ dans le cadre du principal contrat d'affacturage. Au 31 décembre 2010, elle n'est utilisée que dans le cadre du contrat de titrisation à hauteur de 7,5 M€.

Le Groupe est ainsi bien couvert face au risque de liquidité.

6 - Notes sur le résultat

6.1. Coût de l'endettement financier net

En milliers d'euros	2010	2009
• Gains de change	162	30
• Intérêts financiers	160	331
• Autres produits financiers	238	258
Produits financiers	560	618
• Frais financiers sur participation des salariés	(774)	(987)
• Frais financiers sur emprunts et découverts bancaires	(559)	(1 043)
• Pertes de change	(6)	(14)
• Autres charges financières	(990)	(895)
Charges financières	(2 328)	(2 939)
Coût de l'endettement financier net	(1 768)	(2 321)

6.2. Charge d'impôt sur le résultat

6.2.1. Charge d'impôt nette

En milliers d'euros	2010	2009
• Impôt courant	(20 939)	(2 534)
• Impôt différé	569	(559)
Charge d'impôt nette	(20 370)	(3 093)

Comptes consolidés au 31 décembre 2010

Le rapprochement entre l'impôt théorique ressortant du taux d'imposition moyen et le montant réel de l'impôt sur les résultats se présente comme suit :

En milliers d'euros	2010	2009
Résultat avant impôt	35 755	11 396
• Taux d'impôt en France	34,4%	34,4%
Impôt théorique	12 310	3 924
• Incidences :		
. des différences permanentes	270	(314)
. du différentiel de taux des pays étrangers	(61)	39
. des pertes fiscales non reconnues	26	249
. de l'utilisation des pertes fiscales non reconnues ou exonération	(1 486)	(1 004)
. CVAE	9 884	
. Autres	(573)	199
Total des incidences	8 060	(831)
Charge d'impôt du groupe	20 370	3 093
Taux apparent	57,0%	27,1%

6.2.2. Impôts différés par nature

En milliers d'euros	Impôts différés actifs sur ind.départ en retraite	Impôts différés passifs sur location financement	Impôts différés actifs sur autres décalages temporaires	Autres impôts différés passifs	Total
Valeur brute au 1 ^{er} janvier 2009	1 393	(2 070)	3 335	(87)	2 571
• Impact sur le résultat	(293)	320	(677)	92	(559)
• Variations de périmètre	185		(1)		184
Valeur à la clôture de l'exercice 2009	1 285	(1 750)	2 656	5	2 196
Valeur brute au 1 ^{er} janvier 2010	1 285	(1 750)	2 656	5	2 196
• Impact sur le résultat	206	134	234	(5)	569
Valeur à la clôture de l'exercice 2010	1 491	(1 616)	2 891	-	2 766

7 - Information sectorielle

7.1. Chiffre d'affaires par secteurs opérationnels

En milliers d'euros	2010	2009
• Travail temporaire et recrutement	1 093 779	943 597
• Assistance aéroportuaire	174 991	136 019
• Autres services	58 807	61 961
• Eliminations inter-activités	(16 737)	(13 978)
Total	1 310 840	1 127 598

7.2. Résultat opérationnel par secteurs opérationnels

En milliers d'euros	2010	2009
• Travail temporaire et recrutement	31 690	11 438
• Assistance aéroportuaire	6 504	2 313
• Autres services	(671)	(33)
Total	37 523	13 717

7.3. Goodwills par secteurs opérationnels

En milliers d'euros	31.12. 2010	31.12. 2009
• Travail temporaire et recrutement	98 492	98 492
• Assistance aéroportuaire	2 753	2 753
Total	101 245	101 245

Les goodwills de Groupe CRIT ont été affectés par U.G.T. selon les secteurs d'activité du Groupe : Travail temporaire et recrutement, Assistance aéroportuaire.

Le Groupe a procédé aux tests annuels de perte de valeur des goodwills à partir des plans d'affaires à 5 ans dans une conjoncture de reprise économique progressive permettant de retrouver les niveaux d'activité de 2007 en 2012.

Ces tests ont été réalisés globalement pour l'UGT Travail temporaire et recrutement et l'Assistance aéroportuaire puis spécifiquement pour l'Intérim Espagne compte tenu de la spécificité de ce marché.

7.3.1. Goodwill UGT Travail temporaire et recrutement

Comme indiqué précédemment, le goodwill du secteur Travail temporaire et recrutement est de 98,5 M€.

Hypothèses de calcul

Le taux d'actualisation déterminé selon la méthode décrite en note 2.8 demeure inchangé par rapport à 2009 soit 8 % de même que le taux de croissance à l'infini reste fixé à 1.5 %.

Résultat du test

Ces travaux n'ont pas mis en évidence la nécessité de déprécier le goodwill de l'UGT Travail temporaire. Ils mettent en évidence une marge suffisante de variation des principales hypothèses sans déclenchement d'une dépréciation.

Sensibilité du test

L'utilisation d'un taux de croissance à l'infini de 1 % au lieu de 1.5 % ne déclencherait pas de dépréciation. Le taux d'actualisation maximum avant le déclenchement d'une dépréciation est de 9,7 % contre 8 % retenu dans le test.

7.3.2. Goodwill Intérim Espagne

Le goodwill concernant l'acquisition des filiales espagnoles en 2006 est de 5,1 M€.

Hypothèses de calcul

Le marché espagnol est beaucoup plus volatil à la baisse comme à la hausse que le marché français. Le plan d'affaires élaboré par le management repose sur un développement du marché du travail temporaire espagnol dans les prochaines années de manière plus importante que sur le territoire français et sur la capacité des filiales espagnoles à répondre à ce surcroît d'activité grâce à un réseau structuré. La direction entend notamment accroître sa présence auprès de la clientèle grands comptes du groupe ou spécifique au marché espagnol mais aussi progressivement dans le secteur de la construction et de l'administration, activités qui se sont récemment ouvertes au travail temporaire.

Le taux de croissance à l'infini a ainsi été maintenu à 2 % comme en 2009.

Le taux d'actualisation retenu pour le territoire espagnol est de 9 %. Le taux du secteur Travail temporaire a été majoré d'une prime de risque d'un point en raison de la volatilité plus forte du marché espagnol.

Résultat du test

Ces travaux n'ont pas mis en évidence la nécessité de déprécier le goodwill pour l'Intérim Espagne. Ils mettent en évidence une marge suffisante de variation des principales hypothèses sans déclenchement d'une dépréciation.

Sensibilité du test

L'utilisation d'un taux de croissance à l'infini de 1 % au lieu de 2 % ne déclencherait pas de dépréciation. Le taux d'actualisation maximum avant le déclenchement d'une dépréciation est de 10.2 % contre 9 % retenu dans le test.

7.3.3. Goodwill UGT Assistance Aéroportuaire

La réalisation du test de perte de valeur du goodwill de l'UGT Assistance Aéroportuaire n'a de même pas mis en évidence la nécessité d'une dépréciation de ce dernier.

7.4. Autres informations par secteurs opérationnels

En milliers d'euros	Travail temporaire et recrutement	Assistance aéroportuaire	Autres services	Non affecté	Total
Exercice 2009					
• Dotations nettes aux amortissements	1 098	4 839	403	-	6 340
• Dotations nettes aux provisions	3 616	2 267	(24)	-	5 859
• Actifs	319 243	63 203	24 986	97 032	504 464
• Passifs	108 383	46 149	101 883	70 733	327 148
• Acquisitions d'immobilisations	607	6 275	313	(1)	7 194
Exercice 2010					
• Dotations nettes aux amortissements	1 053	5 409	395	-	6 857
• Dotations nettes aux provisions	2 135	1 844	726	-	4 705
• Actifs	264 859	62 769	115 588	146 398	589 614
• Passifs	127 674	50 774	117 196	102 328	397 972
• Acquisitions d'immobilisations	780	4 627	850	(104)	6 153

Les actifs et passifs non affectés correspondent aux actifs et passifs liés au financement et ceux liés à l'impôt sur le résultat.

7.5. Autres informations

7.5.1. Chiffre d'affaires par zones géographiques

En milliers d'euros	2010	2009
• France	1 201 627	1 027 794
• Hors France	109 214	99 804
Total	1 310 840	1 127 598

7.5.2. Actifs non courants par zones géographiques

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009
• France	107 677	107 483
• Hors France	24 743	24 859
Total	132 420	132 342

8 - Notes sur le tableau des flux de trésorerie

La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et équivalents de trésorerie déduction faite des découverts bancaires.

En milliers d'euros	31.12.2010	31.12.2009
• Trésorerie et équivalents de trésorerie	143 603	92 186
• Découverts bancaires	65 987	29 816
Trésorerie Nette	77 615	62 370

La trésorerie nette dégagée sur l'exercice est de 15.2 M€ contre 21.9 M€ en 2009.

Les principaux points à souligner sont :

- Le retour à une capacité d'autofinancement élevée à 45.2 M€ contre 21.4 M€ en 2009,
- Une augmentation très limitée du besoin en fonds de roulement de 3.6 M€ en période de hausse de chiffre d'affaires,
- Une augmentation des impôts versés qui inclut 10.9 M€ de CVAE.

8.1. Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

En milliers d'euros	2010	2009
• Stocks	(19)	98
• Clients et comptes rattachés nets	(33 498)	68 217
• Créances sur l'Etat et les organismes sociaux	(3 044)	4 035
• Charges constatées d'avance	(16)	321
• Autres tiers actifs nets	678	3 355
• Dettes fournisseurs	(1 175)	(992)
• Dettes fiscales et sociales	32 943	(27 151)
• Autres dettes	549	(2 854)
Variation du besoin en fonds de roulement	(3 583)	45 029

Les variations les plus notables en 2010 sont celles des créances clients et des dettes fiscales et sociales.

En période de hausse du chiffre d'affaires, l'augmentation du crédit clients a été limitée grâce à la bonne gestion des créances renforcée par l'application de la loi LME qui plafonne les délais de règlement à 60 jours.

8.2. Remboursement d'emprunts

En milliers d'euros	2010	2009
• Titrisation	(2 490)	(25 000)
• Prêt à moyen terme	(780)	(10 515)
• Crédits baux	(2 622)	(2 697)
• Autres	(492)	(615)
Remboursement d'emprunts	(6 384)	(38 827)

9 - Engagements hors bilan

9.1. Engagements hors bilan liés au financement de la société

9.1.1. Engagements donnés

En milliers d'euros	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2010	31.12.2009
Garanties financières				
• Caution donnée par Groupe CRIT au Crédit du Maroc pour CRIT Maroc	Garantie financière de la mère à sa filiale	Illimité	1 387	1 368
• Garantie financière de Groupe CRIT à la Société Générale pour CRIT Tunisie	Garantie financière de la mère à sa filiale	30.11.2011	47	
• Garantie financière de Groupe CRIT à la Société Générale pour CRIT RH	Garantie financière de la mère à sa filiale	30.11.2011	47	

9.1.2. Engagements reçus

En milliers d'euros	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2010	31.12.2009
Engagements liés au financement non demandés spécifiquement par IFRS 7				
• Contrat de titrisation ⁽¹⁾	Capacité maximum de tirage	19.01.2013	75 000	75 000
• Contrat d'affacturage	Capacité maximum de tirage	01.01.2013	80 000	80 000

⁽¹⁾ Cette capacité de tirage peut être étendue à 110 M€ (note 5.4).

9.2. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles de la société

9.2.1. Engagements donnés

En milliers d'euros	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2010	31.12.2009
Cautions données				
• Caution solidaire de Groupe CRIT à Otessa envers Aéroport de Paris	Caution de la mère à sa filiale pour l'exécution du marché	31.03.2011	2 210	2 210
• Garantie de bonne fin de Groupe CRIT à Maser envers Renault	Caution de la mère à sa filiale pour l'exécution du marché	15.03.2011	210	
• Garantie de bonne fin de Groupe CRIT à Maser envers Renault	Caution de la mère à sa filiale pour l'exécution du marché	31.08.2011	153	
Contrats de location simple				
• Obligations en matière de location simple immobilière	Engagements de paiements futurs		10 954	9 767
		< 1 an	6 387	5 543
		de 2 à 5 ans	4 567	4 224
		> 5 ans	-	-
• Obligations en matière de location simple mobilière	Engagements de paiements futurs		2 641	3 118
		< 1 an	1 691	1 856
		de 2 à 5 ans	950	1 262
		> 5 ans	-	-

L'ensemble des loyers réglés au titre de l'exercice 2010 s'élève à 23 601 K€ contre 21 149 K€ en 2009.

9.2.2. Engagements reçus

En milliers d'euros	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2010	31.12.2009
Cautions reçues				
• Cautions de la Société Générale en faveur de Crit SAS ⁽¹⁾	Garantie financière des activités de travail temporaire (article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail)	30.06.2011	53 919	73 645
• Cautions du Crédit Lyonnais en faveur de Les Compagnons, Les Volants, AB Intérim ⁽¹⁾	Garantie financière des activités de travail temporaire (article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail)	30.06.2011	14 876	18 682
• Cautions solidaire de la Société Générale à Groupe Europe Handling	Garantie de la demande de sursis de paiement de créance contestée (Article 348 du code des Douanes)	Illimité	864	-

⁽¹⁾ Les garanties financières consenties par les banques en faveur des sociétés CRIT SAS, AB INTERIM, LES COMPAGNONS, LES VOLANTS et MAYDAY dans le cadre de leurs activités de travail temporaire et en application des dispositions de l'article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail ont une durée limitée d'une année et sont renouvelables chaque année.

10 - Autres informations

10.1. Résultat par action

	2010	2009
• Résultat revenant aux actionnaires de la société (milliers d'euros)	13 962	7 405
• Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	11 126	11 144
• Résultat de base et dilué par action (€ par action)	1,25	0,66

En l'absence d'instruments dilutifs de capitaux propres, le résultat de base est égal au résultat dilué.

10.2. Dividende par action

	2010	2009
• Dividende revenant aux actionnaires de la Société (milliers d'euros)	2 812	2 250
• Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	11 126	11 144
• Dividende par action (€ par action)	0,25	0,20

Le nombre total d'actions est de 11 250 000 d'une valeur nominale de 0,36 € par action. Toutes les actions sont entièrement libérées. Aucune action ne dispose d'un droit préférentiel quant au versement de dividendes.

Le nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2010 est de 11 129 228.

Un dividende de 0,25 € par action au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, représentant une distribution totale de 2 812 500 €, sera proposé lors de l'Assemblée Générale des actionnaires prévue le 27 juin 2011.

10.3. Informations sur les parties liées

Les parties liées selon la norme IAS 24 sont les parties sur lesquelles le Groupe a la capacité d'exercer un contrôle ou une influence significative et réciproquement. Toutes les opérations commerciales conclues avec les entités non consolidées sont effectuées dans des conditions normales d'activité du marché.

10.3.1. Rémunérations des mandataires sociaux

Les rémunérations attribuées par le Groupe aux principaux dirigeants - Président Directeur Général et Directeurs Généraux Délégués - s'élèvent en 2010 à 492 milliers d'euros comme en 2009. Aucun avantage postérieur à l'emploi ni de prêt aux dirigeants n'a été octroyé.

10.3.2. Autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées sont principalement :

- Des locations consenties aux conditions de marché par des SCI, dont la gérance est assurée par Claude GUEDJ ou Nathalie JAQUI, administrateurs et dont les administrateurs de la société Groupe CRIT sont tous associés..
- Des ventes facturées par le Groupe aux sociétés consolidées par mise en équivalence (SME) : Handling Partner Gabon et SCCV 50 Av Porte de Villiers

En milliers d'euros	2010	2009
Locations facturées au Groupe par des SCI		
• SCI LES ARCHES DE CLICHY	183	183
• SCI MARS	128	128
• SCI HUGO MOREL	63	63
• SCI LA PIERRE D'AUDINCOURT (DU HAVRE)	30	30
• SCI LA PIERRE LUTTERBACH	16	16
• SCI LA PIERRE DE SAINT DENIS	16	16
• SCI LA PIERRE DE SENS	14	14
• SCI LA PIERRE DE ROUEN	14	14
• SCI LA PIERRE DE MELUN	14	14
• SCI LA PIERRE DE CHOISY	14	16
• SCI LA PIERRE DE TOULON	13	19
• SCI LA PIERRE D'AUBAGNE	13	13
• SCI LA PIERRE CHATEAUROUX	9	
• SCI LA PIERRE D'AUXERRE	9	9
• SCI LA PIERRE DE QUIMPER	8	8
	544	543
Ventes facturées par le Groupe		
• Handling Partner Gabon	649	607
• SCCV 50 AV. DE LA PORTE DE VILLIERS	28	73
	677	680
Comptes clients et courants débiteurs		
• Handling Partner Gabon	155	323
• SCCV 50 AV. DE LA PORTE DE VILLIERS	188	175
	343	498

Les informations financières résumées des sociétés mises en équivalence sont d'autre part les suivantes :

En milliers d'euros	Handling Partner Gabon	SCCV Les Charmes	SCCV 50 Av. Porte de Villiers
• Actif immobilisé	1 118		
• Actif circulant	3 285	305	586
• Capitaux propres	2 048	(6)	61
• Dettes	2 354	311	525
Total Bilan	4 402	305	586
• Chiffre d'affaires	6 459	-	819
• Résultat net	503	(7)	60

Enfin le Groupe CRIT n'est détenant par aucune société-mère publiant des comptes IFRS disponibles pour le public.

10.4. Evénements post clôture

Aucun événement post-clôture de nature à avoir une incidence significative sur les états financiers 2010 n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes consolidés.

10.5. Effectifs à la clôture

La répartition par métier de l'effectif permanent du Groupe à la clôture est la suivante :

	31.12.2010	31.12.2009
• Travail temporaire (salariés permanents)	1 619	1 602
• Assistance aéroportuaire	2 383	2 329
• Autres	613	662
Total	4 615	4 593

Dont effectifs des sociétés mises en équivalence : 163 en 2010 contre 186 en 2009

10.6. Périmètre de consolidation

Société	Siren	% d'intérêt		Méthode de consolidation
		31.12.2010	31.12.2009	
• GROUPE CRIT (Saint-Ouen)	622 045 383	Société mère		Intégration globale
Travail temporaire et recrutement				
• CRIT INTERIM (Saint-Ouen)	303 409 247	98,90	98,90	Intégration globale
• LES VOLANTS (Saint-Ouen)	301 938 817	98,83	98,83	Intégration globale
• LES COMPAGNONS (Paris)	309 979 631	95,00	95,00	Intégration globale
• AB INTERIM (Saint-Ouen)	642 009 583	95,00	95,00	Intégration globale
• CRIT (Paris)	451 329 908	99,65	99,65	Intégration globale
• EURISTT (Saint Ouen) ⁽¹⁾	324 551 464	-	100,00	Intégration globale
• RUSH (Saint-Ouen)	692 039 183	97,90	97,90	Intégration globale
• HILLARY (Saint-Ouen)	304 668 510	99,90	99,90	Intégration globale
• COMPUTER ASSISTANCE (Saint-Ouen)	732 050 018	95,00	95,00	Intégration globale
• PROPARTNER (Allemagne)	NA	100,00	100,00	Intégration globale
• CRIT INTERIM (Suisse)	NA	99,65	99,65	Intégration globale
• CRIT ESPANA (Espagne)	NA	100,00	100,00	Intégration globale
• CRIT CARTERA (Espagne)	NA	100,00	100,00	Intégration globale
• ADAPTALIA OUTSOURCING SL (Espagne)	NA	100,00	100,00	Intégration globale
• ADAPTALIA ESPECIALIDADES DE EXTERNALIZACION SL (Espagne)	NA	100,00	100,00	Intégration globale
• CRIT SEARCH (Espagne)	NA	100,00	100,00	Intégration globale
• CRIT HR (Irlande)	NA	95,00	95,00	Intégration globale
• CRIT SRO (Slovaquie) ⁽²⁾	NA	-	100,00	Intégration globale
• CRIT MAROC (Maroc)	NA	98,67	98,67	Intégration globale
• C-SERVICES (Maroc)	NA	99,87	99,87	Intégration globale
• CRIT RH (Tunisie)	NA	94,67	94,67	Intégration globale
• CRIT TUNISIE (Tunisie)	NA	94,67	94,67	Intégration globale
Assistance aéroportuaire				
• PARIS CUSTOMERS ASSISTANCE (Tremblay en France)	502 637 960	99,84	99,84	Intégration globale
• ORLY CUSTOMER ASSISTANCE (Tremblay en France)	515 212 801	99,84	99,84	Intégration globale
• ORLY RAMP ASSISTANCE (Tremblay en France)	515 212 769	99,84	99,84	Intégration globale
• TERMINAL ONE ASSISTANCE (Tremblay en France)	515 212 785	99,84	99,84	Intégration globale
• RAMP TERMINAL ONE (Tremblay en France)	515 192 763	99,84	99,84	Intégration globale
• EURO SURETE (Tremblay en France)	399 370 386	95,00	95,00	Intégration globale
• AIRLINES GROUND SERVICES (Tremblay en France)	411 545 080	99,64	99,64	Intégration globale
• AERO HANDLING (Tremblay en France)	398 776 799	99,61	99,61	Intégration globale
• ASSISTANCE MATERIEL AVION (Tremblay en France)	410 080 600	99,68	99,68	Intégration globale
• EUROPE HANDLING MAINTENANCE (Tremblay en France)	404 398 281	99,68	99,68	Intégration globale
• EUROPE HANDLING ROISSY (Tremblay en France)	401 300 983	99,68	99,68	Intégration globale
• GROUPE EUROPE HANDLING (Tremblay en France)	401 144 274	99,84	99,84	Intégration globale

Société	Siren	% d'intérêt		Méthode de consolidation
		31.12.2010	31.12.2009	
• INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE L'AERIEN (Tremblay en France)	409 514 791	99,68	99,68	Intégration globale
• EUROPE HANDLING (Tremblay en France)	395 294 358	99,77	99,77	Intégration globale
• AWAC TECHNICS (Saint Ouen)	412 783 045	99,60	99,60	Intégration globale
• EUROPE HANDLING CORRESPONDANCE (Tremblay en France) ⁽³⁾	441 318 433	-	99,84	Intégration globale
• AWAC TECHNICS MAROCCO (Maroc)	NA	99,60	99,60	Intégration globale
• CONGO HANDLING (Congo)	NA	60,90	60,90	Intégration globale
• HANDLING PARTNER GABON (Gabon)	NA	33,95	33,95	Mise en équivalence
• SKY HANDLING PARTNER SIERRA LEONE	NA	79,87	79,87	Intégration globale
• SKY HANDLING PARTNER (Irlande)	NA	100,00	100,00	Intégration globale
• SKY HANDLING PARTNER SHANNON (Irlande)	NA	100,00	100,00	Intégration globale
• SKY HANDLING PARTNER Cork (Irlande)	NA	100,00	100,00	Intégration globale
Autres services				
• OTESSA (Saint-Ouen)	552 118 101	99,00	99,00	Intégration globale
• CRIT CENTER (Saint-Ouen)	652 016 270	95,00	95,00	Intégration globale
• E.C.M. (Saint-Ouen)	732 050 034	99,00	99,00	Intégration globale
• ECM TEHNOLOGIE (Roumanie)	NA	99,00	99,00	Intégration globale
• MASER (Saint-Ouen)	732 050 026	99,94	99,94	Intégration globale
• CRIT IMMOBILIER (Saint-Ouen) ⁽⁴⁾	572 181 097	95,00	95,00	Intégration globale
• R.H.F. (Saint-Ouen)	343 168 399	95,00	95,00	Intégration globale
• ATIAC (Saint-Ouen)	690 500 871	50,00	50,00	Intégration globale
• ARIANE MEDICAL (Saint-Ouen)	334 077 138	95,00	95,00	Intégration globale
• RH EXTERNETT (Colombes)	489 466 474	100,00	100,00	Intégration globale
• SCI SARRE COLOMBES	381 038 496	99,66	99,66	Intégration globale
• SCI RUITZ LES MEURETS (Barlin)	310 728 258	90,00	90,00	Intégration globale
• SCI RIGAUD PREMILHAT (Bois Rigaud)	312 086 390	90,00	90,00	Intégration globale
• SCI MARCHE A MEAUX	384 360 962	99,00	99,00	Intégration globale
• SCI DE LA RUE DE CAMBRAI	403 899 818	99,66	99,66	Intégration globale
• SCI ALLEES MARINES	381 161 595	99,00	99,00	Intégration globale
• SCCV LES CHARMES	491 437 018	47,50	47,50	Mise en équivalence
• SCCV 50 AV PORTE DE VILLIERS	492 855 648	50,00	50,00	Mise en équivalence

⁽¹⁾ Société dissoute par anticipation le 26 avril 2010

⁽²⁾ Société liquidée le 18 octobre 2010

⁽³⁾ Société dissoute par anticipation le 22 novembre 2010

⁽⁴⁾ Changement de dénomination sociale de la société LEBREC (AGE du 2 novembre 2010)

Le Groupe n'a aucun engagement d'achat d'actions vis-à-vis de détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

G. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly sur Seine Cedex

ACE Audit

5, avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris

(Exercice clos le 31 décembre 2010)

Aux Actionnaires

Groupe CRIT

152 bis, Avenue Gabriel Péri
93400 Saint Ouen

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Groupe CRIT, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1.2 aux états financiers consolidés qui expose l'impact du changement de méthode comptable relatif à la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Principes comptables

La note 2.1.2 aux états financiers consolidés expose le changement de méthode comptable intervenu au cours de l'exercice relatif à la CVAE et son impact sur le résultat. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement de méthode et de la présentation qui en a été faite.

Estimations comptables

Votre société procède à la fin de chaque exercice, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition, et évalue également s'il existe des indices de perte de valeur des actifs incorporels, selon les modalités décrites dans les notes 2.1.1, 2.6.1 et 7.3 aux états financiers consolidés. Nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation effectués, ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées, à revoir les calculs effectués par la société et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 avril 2011

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Jean-François Châtel

ACE Audit



Alain Auvray

Comptes sociaux au 31 décembre 2010

A. Bilan

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	2010			2009
		Brut	Amort. et dépréc.	Net	Net
• Immobilisations incorporelles	3-4-5	20 922	1 865	19 057	34
• Immobilisations corporelles	3-4	2 161	966	1 195	807
• Immobilisations financières	3-5	124 113	2 724	121 389	118 266
Actif immobilisé		147 196	5 555	141 641	119 108
• Clients et comptes rattachés	6	890		890	488
• Autres actifs	7	136 276	3 177	133 101	99 597
• Disponibilités	8	92 216		92 216	49 977
Actif circulant		229 382	3 177	226 207	150 061
TOTAL ACTIF		376 578	8 732	367 848	269 169

PASSIF (en milliers d'euros)	Note	2010	2009
• Capital	9	4 050	4 050
• Réserves		140 876	110 524
• Report à nouveau		27	24
• Résultat de l'exercice		29 028	32 602
Capitaux propres	9	173 981	147 200
Provisions risques et charges	5	32	158
• Emprunts et dettes financières	10	61 478	21 449
• Fournisseurs et comptes rattachés		837	464
• Dettes fiscales et sociales	11	2 670	240
• Autres dettes	11	128 850	99 658
Dettes		193 835	121 811
TOTAL PASSIF		367 848	269 169

B. Compte de résultat

En milliers d'euros	Note	2010	2009
• Chiffre d'affaires	13	5 604	5 224
• Reprises de provisions		145	266
• Autres produits		13	31
Produits d'exploitation		5 763	5 521
• Autres charges externes		(3 207)	(2 936)
• Impôts et taxes		(136)	(180)
• Salaires et traitements	14	(917)	(970)
• Charges sociales		(357)	(367)
• Dotations aux amortissements		(118)	(113)
• Dotations aux provisions			(49)
• Autres charges		(406)	(231)
Charges d'exploitation		(5 141)	(4 846)
Résultat d'exploitation		623	675
Résultat financier	15	28 528	32 446
Résultat exceptionnel	16	(20)	(157)
Bénéfice avant impôt		29 131	32 964
• Impôt sur les bénéfices		(103)	(362)
Résultat net		29 028	32 602

C. Tableau de financement

En milliers d'euros	2010	2009
• Résultat net de l'exercice	29 028	32 602
• Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	78	73
• Dotations nettes aux provisions	251	(208)
• Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations corporelles	18	
Marge brute d'autofinancement	29 375	32 467
• Variation des créances clients et comptes rattachés	(396)	1 791
• Variation des autres débiteurs	(33 884)	21 769
• Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	372	(1 168)
• Variation des dettes fiscales et sociales	2 430	(261)
• Variation des autres passifs à court terme	29 192	(25 884)
Flux liés aux opérations d'exploitation	27 090	28 714
• Dividendes versés	(2 248)	(2 226)
• (Augmentation / réduction) nette des dettes financières à plus et à moins d'un an		(10 565)
Flux liés aux opérations financières	(2 248)	(12 791)
• Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	(462)	
• Variation des autres immobilisations financières ⁽¹⁾	(22 168)	1 065
Flux liés aux opérations d'investissement	(22 630)	1 065
Variation de trésorerie	2 211	16 988
• Trésorerie à l'ouverture	29 524	12 536
• Variation de trésorerie	2 211	16 988
• Trésorerie à la clôture	31 735	29 524

⁽¹⁾TUP EURISTT en 2010

D. Notes aux comptes sociaux de Groupe CRIT

Sommaire

- 1 - Evénements de l'exercice
- 2 - Principes et méthodes comptables
 - 2.1. Application des conventions comptables
 - 2.2. Immobilisations corporelles
 - 2.3. Immobilisations incorporelles
 - 2.4. Participations et autres titres
 - 2.5. Créances
 - 2.6. Valeurs mobilières de placement
 - 2.7. Provisions pour risques et charges
 - 2.8. Intégration fiscale
- 3 - Etat de l'actif immobilisé
- 4 - Etat des amortissements et des provisions
- 5 - Etat des provisions
- 6 - Clients et comptes rattachés
- 7 - Autres actifs
- 8 - Disponibilités
- 9 - Capitaux propres
- 10 - Dettes financières
- 11 - Dettes fiscales et sociales et autres dettes
- 12 - Soldes et opérations groupe
- 13 - Chiffre d'affaires
- 14 - Effectif et rémunération des dirigeants
- 15 - Résultat financier
- 16 - Résultat exceptionnel
- 17 - Détail des charges à payer
- 18 - Détail des produits à recevoir
- 19 - Nature des charges constatées d'avance
- 20 - Répartition de l'impôt sur les bénéfices
- 21 - Engagements hors bilan
- 22 - Fiscalité latente
- 23 - Tableau des filiales et des participations

1 - Evénements de l'exercice

Dissolution de la filiale EURISTT

La filiale EURISTT a été dissoute par confusion de patrimoine (TUP) le 26 avril 2010.

Dissolution de la filiale CRIT SRO Slovaquie

La filiale CRIT SRO a été dissoute le 18 octobre 2010.

2 - Principes et méthodes comptables

Les comptes sont établis conformément au PCG et aux principes généralement admis.

2.1. Application des conventions comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des droits audiovisuels enregistrés à leur valeur d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. Compte tenu des faibles perspectives actuelles de commercialisation de ces droits, une provision pour dépréciation a été constituée.

Le fonds commercial correspond au mali de fusion suite à la TUP de la société EURISTT. Ce mali de fusion est un mali technique affecté aux titres CRIT SAS. L'entreprise apprécie à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur.

2.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Durée	Mode
• Constructions	40	L
• Installations techniques, matériel outillage	10	D-L
• Installations générales, agencements et aménagements	10	L
• Matériel de transport	5	L
• Matériel de bureau et informatique	3-5	D-L
• Mobilier	5	L

L : Linéaire

D : Dégressif

Les amortissements dégressifs sont traités en amortissements dérogatoires.

2.4. Participations et autres titres

A la date d'entrée dans le patrimoine, les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les titres sont évalués à l'inventaire à leur valeur d'utilité. Elle est déterminée sur les motifs d'appréciation sur lesquels repose la transaction à l'origine et tient compte notamment des perspectives de rentabilité future. Ces estimations ont été actualisées notamment sur la base d'une hypothèse de reprise économique progressive permettant de retrouver les niveaux d'activité de 2007 entre 2012 et 2013.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Base d'évaluation utilisée pour l'établissement des comptes :

La préparation des états financiers nécessite la détermination par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses, celles-ci sont déterminées sur la base de la continuité de l'exploitation.

Dans le contexte conjoncturel actuel, le groupe a précisé les hypothèses retenues. Le domaine ayant notamment fait l'objet de travaux particuliers est l'évaluation des titres de participation.

2.5. Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.6. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché.

2.7. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et avec la meilleure estimation par le management. Les indemnités pour départ à la retraite, non constatées dans les comptes, sont mentionnées parmi les engagements hors bilan.

2.8. Intégration fiscale

Le Groupe a opté en faveur du régime d'intégration fiscale. Le Groupe intégré comprend la société mère et ses principales filiales françaises.

En tant que société tête de groupe, GROUPE CRIT est seule redevable de l'impôt sur les résultats, de l'imposition forfaitaire annuelle, en application des dispositions de l'article 223 A du CGI.

L'impôt sur les résultats est comptabilisé par chaque société, y compris la société tête de groupe.

3 – Etat de l'actif immobilisé brut

En milliers d'euros	2009	Acquisitions	Cessions	2010
• Droits audiovisuels	777			777
• Licences et fonds commercial	1 087	19 039		20 126
• Droit au bail	18			18
Immobilisations incorporelles	1 882	19 039		20 922
• Terrains	440			440
• Constructions	267			267
• Installations techniques	28			28
• Installations générales	876		19	857
• Matériel de bureau et mobilier	143	4	36	111
• Immobilisations en cours		458		458
Immobilisations corporelles	1 754	462	55	2 161
• Titres de participation	120 933	113 167	110 024	124 075
• Prêts	29			29
• Dépôts et cautionnements	28		19	9
Immobilisations financières	120 990	113 167	110 043	124 113
Total général	124 626	132 668	110 098	147 196

Le fonds commercial pour un montant de 19 039 K€ correspond à un mali de fusion suite à la TUP de la société EURISTT. Les titres de participation sont présentés en détail dans la note 23.

4. Etat des amortissements et provisions

En milliers d'euros	2009	Dotations	Reprises	2010
• Licences	1 071	16		1 087
• Autres immobilisations incorporelles	777			777
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles	1 848	16		1 865
• Constructions	53	13		66
• Installations techniques	28			28
• Installations générales	732	47	6	773
• Matériel de bureau, info, mobilier	133	1	36	98
Amortissements et provisions sur immobilisations corporelles	946	61	42	966
• Titres de participation	2 724			2 724
Provisions sur immobilisations financières	2 724			2 724
Total général	5 518	77	42	5 555

5. Etat des provisions

En milliers d'euros	2009	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	2010
• Provision pour litiges fournisseurs	148			116	32
• Provision pour autres litiges	10			10	-
Total provisions risques et charges	158			126	32
• Provision dépréciation comptes clients	6		6		
• Provision dépréciation comptes courants groupe et associés	2 834	475		133	3 177
Total provisions pour dépréciation	2 840	475	6	133	3 177
Total général	2 998	475	6	259	3 209

6. Clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	2010	2009
• Clients et comptes rattachés	890	488
Total	890	488

Ces créances, à moins d'un an d'échéance, concernent essentiellement les sociétés du groupe.

7. Autres actifs

En milliers d'euros	2010	2009
• Fournisseurs débiteurs	13	13
• Impôt sur les bénéfices		4 211
• TVA	112	63
• Comptes courants groupe et associés	29 280	10 655
• Charges constatées d'avance	192	101
• Autres ⁽¹⁾	106 679	87 388
• Dépréciations ⁽²⁾	(3 177)	(2 834)
Total	133 099	99 597

⁽¹⁾ Dans le poste "Autres" figure le dépôt prévu dans le contrat de titrisation considéré comme un actif réalisable à court terme.

⁽²⁾ Les dépréciations concernent les comptes courants.

8. Disponibilités

Les disponibilités intègrent les actions propres représentant 1,07 % du capital social.

Inventaire des valeurs du portefeuille

En milliers d'euros	Montant à l'ouverture		Montant à la clôture	
	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur comptable	Valeur de marché
• FCP	9 528	9 529	13 790	13 947
• Actions propres	1 673	2 279	1 577	2 471
• Disponibilités	38 776	38 776	76 849	76 849
Total	49 977	50 584	92 216	93 267

9. Capitaux propres

En milliers d'euros	2009	Affectation résultat	Autres variations	2010
• Capital ⁽¹⁾	4 050			4 050
• Réserve légale	405			405
• Autres réserves	110 119	30 352		140 471
• Report à nouveau	24	3		27
• Résultat de l'exercice 2009	32 602	(32 602)		-
• Dividendes payés		2 247	(2 247)	-
• Résultat de l'exercice 2010			29 028	29 028
Total	147 200	-	26 781	173 981

⁽¹⁾ Le capital social est constitué de 11 250 000 actions ordinaires de 0,36 € de valeur nominale.

Comptes sociaux au 31 décembre 2010

10. Dettes financières

En milliers d'euros	2010	2009
• Cautionnements reçus	1	1
• Découverts bancaires	60 481	20 453
• Comptes courants du groupe et associés	996	996
Total	61 478	21 450

L'échéancier des dettes financières s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	2010	2009
• Partie à court terme	60 482	20 454
• Partie à long terme	996	996
Total	61 478	21 450

11. Dettes fiscales et sociales et autres dettes

En milliers d'euros	2010	2009
• Personnel	42	32
• Organismes sociaux	103	60
• Impôt sur les bénéfices	2 317	
• T.V.A.	193	127
• Autres charges fiscales	15	21
Total des dettes fiscales et sociales	2 670	240

En milliers d'euros	2010	2009
• Comptes courants	128 616	99 640
• Divers charges à payer	234	18
Total des autres dettes	128 850	99 658

12. Soldes et opérations groupe

Les soldes et flux avec les sociétés liées sont les suivants :

En milliers d'euros	2010	2009
ACTIF		
• Clients	787	427
• Comptes courants	29 280	10 655
PASSIF		
• Fournisseurs	361	11
• Comptes courants	129 115	99 193
PRODUITS		
• Chiffre d'affaires	5 604	5 164
• Intérêts	665	917
• Dividendes	28 923	33 259
CHARGES		
• Autres charges externes	291	464
• Intérêts	154	232

En juin 2002, le groupe a mis en place un programme de titrisation de créances commerciales destiné à financer une acquisition. Le principe de ce financement est de céder les créances existantes à la clôture mensuelle précédant le rechargement à un véhicule de titrisation, lequel finance cette acquisition par l'émission de titres sur le marché tout en donnant aux cédants un mandat de recouvrement. Ainsi, la trésorerie liée aux encaissements relatifs aux créances cédées reste gérée par le groupe. En conséquence, le groupe cède au véhicule de titrisation, en garantie du bon reversement de cette trésorerie, les créances du mois en cours. Cet engagement est pris vis-à-vis d'ESTER FINANCE TITRISATION pour la durée du contrat. En janvier 2007, ce programme a été renouvelé pour une période de 6 ans.

Les comptes courants passif correspondent pour un montant de 124 998 milliers d'euros aux créances cédées par les filiales de Groupe Crit dans le cadre de la titrisation.

13. Chiffre d'affaires

L'essentiel du chiffre d'affaires est constitué par la refacturation des frais de gestion auprès des filiales.

14. Effectif et rémunération des dirigeants

L'effectif au 31 décembre 2010 est de 7 personnes.

La rémunération des organes d'administration et de direction s'est élevée au titre de l'exercice 2010 à la somme de 492 milliers d'euros.

15. Résultat financier

En milliers d'euros	2010	2009
• Dépréciation immobilisations financières		(708)
• Reprises dépréciation immobilisations financières		154
• Dépréciation comptes courants	(476)	(1 090)
• Reprises dépréciation comptes courants	133	43
• Reprises dépréciation titres		446
• Intérêts sur emprunts		(51)
• Intérêts sur découverts	(624)	(591)
• Intérêts sur comptes courants (net)	512	685
• Dividendes reçus	28 923	33 260
• Produits sur placements	88	258
• Gains et pertes de change	(1)	1
• Autres	(27)	39
Net	28 528	32 446

16. Résultat exceptionnel

En milliers d'euros	2010	2009
• Plus ou moins-values cessions d'immobilisations	(18)	(154)
• Autres	(2)	(3)
Net	(20)	(157)

17. Détail des charges à payer

En milliers d'euros	2010	2009
• Fournisseurs factures non parvenues	63	222
• Dettes provisionnées congés payés et salaires	59	44
• Etat impôts et taxes à payer	15	20
• Fournisseurs à payer	229	12
• Banque intérêts courus à payer		2
Total	366	300

18. Détail des produits à recevoir

En milliers d'euros	2010	2009
• Fournisseurs avoirs à recevoir	13	13
• Intérêts courus à recevoir	102	0
Total	115	13

19. Nature des charges constatées d'avance

En milliers d'euros	2010	2009
• Exploitation	192	96
Total	192	96

20. Répartition de l'impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
2010			
• Résultat courant	29 151	103	29 048
• Résultat exceptionnel	(20)		(20)
Résultat comptable	29 131	103	29 028

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
2009			
• Résultat courant	33 122	364	32 758
• Résultat exceptionnel	(157)	(1)	(156)
Résultat comptable	32 965	363	32 602

Le taux d'impôt sur les sociétés utilisé est 34,43 %.

21. Engagements hors bilan

En milliers d'euros	2010	2009
• Provision indemnités de départ à la retraite	35	23
• Engagements donnés sur emprunts ⁽¹⁾	4 035	3 578

⁽¹⁾ dont caution donnée par Groupe Crit pour Crit Maroc, Maser, Crit Tunisie, Crit RH et Otessa.

22. Fiscalité latente

Il n'existe pas de montant significatif à cet égard.

23. Tableau des filiales et participations

En milliers d'euros	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue directement (en %)	Valeur comptable des titres détenus (brute)	Valeur comptable des titres détenus (nette)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffres d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A. Renseignements détaillés concernant les filiales dont la valeur brute excède 1% du capital de GROUPE CRIT SA soit 40 500 euros										
<i>1 - Filiales Françaises</i>										
CRIT SAS	148 229	22 985	68,30	101 229	101 229	900		815 994	7 801	4 231
CRIT CARTERA	5 847	5 680	100,00	11 858	11 857	8 117		1 209	(13 107)	
GROUPE EUROPE HANDLING	80	2 686	99,84	4 812	4 812			16 974	1 663	2 983
MASER	154	(582)	99,94	2 430	608		363	27 001	442	
CRIT INTERIM	1 530	59 394	98,90	885	885			3 036	7 946	7 395
HILLARY	8	60	99,90	761	7			672	(6)	
ARIANE MEDICAL	8	117	95,00	141	141				(1)	
SCI MARCHE A MEAUX	2	155	99,00	107	107			9	3	
RH EXTERNETT	100	(1 306)	100,00	100		1 150		207	(228)	157
CRIT CENTER	53	638	95,00	85	85			4 983	(148)	
PROPARTNER		496	100,00	80	80	124		8 601	226	
SCI ALLEES MARINES	2	118	99,00	76	76			9	6	
RUSH	76	26	97,90	75	75			1 437	6	13
OTESSA	30	162	99,00	72	72		2 210	1 784	50	110
LES COMPAGNONS	46	5 572	95,00	43	43			141 907	560	554
<i>2 - Filiales Etrangères</i>										
SKY HANDLING PARTNER	1 220	(112)	100,00	1 037	1 037	260		1 551	(149)	
CRIT MAROC	132	1 131	98,67	137	137	340	1 368	968	270	

23. Tableau des filiales et participations (suite)

En milliers d'euros	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus (brute)	Valeur comptable des titres détenus (nette)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffres d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
B. Renseignements globaux sur les titres dont la valeur brute excède 1% du capital de GROUPE CRIT SA soit 40 500 euros										
<i>1 - Filiales Françaises</i>										
E.C.M.	31	933	99,00	30	30			16 570	9	383
SCI RUITZ LES MEURETS	15	79	90,00	14	6	96				
SCI RIGAUT PREMILHAT	15	116	90,00	12	12			17	12	
ATIAC ⁽¹⁾	23	(142)	50,00	11						
C-SERVICES	9	126	90,00	9	9			745	51	
R.H.F.	8	(1 196)	95,00	7	7	1 500		3 755	(819)	
EUROSURETE	8	(37)	95,00	7	7			86	(15)	27
COMPUTER	30	44	95,00	3	3					
LEBREC	152	44	95,00	NS	NS	40		86		
AB INTERIM	23	1 932	95,00	NS	NS			19 794	279	47
<i>2 - Participations dans les sociétés françaises</i>										
SCCV 50 AV PORTE DE VILLIERS	1	60	50,00	NS	NS			819	60	
<i>3 - Filiales étrangères</i>										
CRIT HR (Irlande)	30	(556)	95,00	29		533			(14)	
CRIT RH (Tunisie)	19	22	95,00	19	19		47	681	84	
CRIT TUNISIE	5	84	95,00	5	5		47	1 603	27	

⁽¹⁾ Avances dépréciées à 100% N/S : Non Significative

E. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly sur Seine Cedex

ACE Audit

5, avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris

(Exercice clos le 31 décembre 2010)

Aux actionnaires

Groupe CRIT

152 bis, Avenue Gabriel Péri
93400 Saint Ouen

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Groupe CRIT, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Comme indiqué dans les notes 2.4 « Participations et autres titres » et 23 de l'annexe aux comptes annuels, la société détermine les dépréciations de ses participations en fonction de leur valeur d'usage et par référence à des critères adaptés aux caractéristiques de chaque société. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu l'application de la méthodologie mise en œuvre par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 avril 2011

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Jean-François Châtel

ACE Audit



Alain Auvray

Attestation du responsable du rapport financier

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 présentés dans ce rapport financier annuel ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant en pages 38-39 dudit rapport, qui contient une observation.»

Fait à Saint-Ouen, le 29 avril 2011

Claude Guedj



Président Directeur Général

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2011

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, à l'effet notamment de vous demander de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Le présent rapport a pour objet de vous présenter l'activité de notre société et celle de l'ensemble de notre groupe et de vous fournir toutes informations de nature juridique.

Nous vous informons que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, qui vous sont présentés, ont été établis suivant les mêmes modes de présentation et les mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent, à l'exception du traitement de la CVAE tel que développé dans l'annexe des comptes consolidés (note 2.1.2).

LES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

LES CHIFFRES CLES

En millions d'euros	2010	2009
• Chiffre d'affaires	1 310,9	1 127,6
• Résultat opérationnel	37,5	13,7
• Coût de l'endettement net	(1,8)	(2,3)
• Résultat avant impôt	35,8	11,4
• Charge d'impôt sur le résultat*	(20,2)	(2,9)
• Résultat net	15,6	8,5
• Résultat net part du Groupe	14,0	7,4
• Résultat net par action (en euros)	1,25	0,66

(*) Faisant suite à la réforme de la taxe professionnelle effective au 1^{er} janvier 2010, la partie de ce nouvel impôt calculée sur la valeur ajoutée, soit la CVAE, a été qualifiée en charge d'impôt à hauteur de 15 M€ conformément aux IFRS. Retraité de cet effet, le résultat opérationnel du groupe affiche une progression de 64% et est porté à 22,5 M€ contre 13,7 M€ en 2009

L'année 2010 marque pour notre groupe une étape importante : avec un chiffre d'affaires en progression de 16,3%, le groupe retrouve une croissance soutenue sur tous ses pôles d'activité, tant en France qu'à l'international.

Cette performance s'accompagne d'une forte progression des résultats et d'une structure financière significativement renforcée.

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2010 progresse de 16,3 % pour s'établir à 1 310,9 M€ contre 1 127,6 M€.

Cette croissance a été réalisée uniquement en organique.

Les deux pôles d'activités du groupe contribuent à cette forte progression :

Le pôle travail temporaire et recrutement (qui concentre 83,5 % de l'activité totale du groupe), affiche un chiffre d'affaires annuel en hausse de 15,9 % : il s'établit à 1 093,9 M€ contre 943,6 M€. Dans un contexte général plus favorable, la France comme l'international profitent de ce retour à la croissance :

En France, le groupe réalise un chiffre d'affaires de 1 009,1 M€ en progression de 16,7 % ;

A l'international, le chiffre d'affaires, porté par la forte reprise de l'activité espagnole, s'établit à 84,8 M€ en hausse de 7,3 %.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Le **pôle multiservices** affiche une progression de 18 % de son chiffre d'affaires annuel qui s'établit (avant éliminations inter-activités) à 233,7 M€ contre 198 M€, porté par les activités aéroportuaires qui, avec un chiffre d'affaires de 175 M€, concentrent près de 75 % du chiffre d'affaires du pôle.

La croissance soutenue de l'activité s'accompagne d'une forte progression des résultats et d'une appréciation des marges.

Le résultat opérationnel du groupe qui atteint 37,5 M€ contre 13,7 M€ en 2009 est multiplié par 2,7 ; il représente 2,9 % du chiffre d'affaires.

Concernant cette évolution, il convient de préciser que le résultat opérationnel 2010 est favorablement impacté par la requalification de la CVAE en charge d'impôt.

Ce traitement a un impact positif de 15 M€ sur le résultat opérationnel de l'exercice.

Retraité de cet effet, le résultat opérationnel du groupe s'améliore notablement et affiche une progression de 64 % : il est porté à 22,5 M€ contre 13,7 M€ en 2009.

L'analyse par activité montre que les résultats des deux pôles augmentent de façon significative :

Le **pôle travail temporaire et recrutement** affiche un résultat opérationnel de 31,7 M€ contre 11,4 M€ en 2009. Cette augmentation de plus de 20 M€ du résultat opérationnel provient de la nette amélioration de l'activité en France, de la confirmation du retour à la profitabilité de nos activités internationales et de l'impact CVAE.

Le **pôle multiservices** enregistre un résultat opérationnel qui est plus que doublé sur la période : il s'établit à 5,8 M€ contre 2,3 M€ en 2009. Cette évolution est portée par les activités aéroportuaires qui affichent un résultat opérationnel de 5 M€, soit 2,9 % du chiffre d'affaires (hors CVAE).

Le résultat financier du groupe continue de s'améliorer : il s'établit à (1,8) M€ contre (2,3) M€, en progression de plus de 0,5 M€.

Le résultat avant impôt s'établit à 35,8 M€ contre 11,4 M€.

La charge d'impôt sur le résultat progresse significativement entre 2009 et 2010 de 17,3 M€ : cette évolution traduit d'une part les effets de l'amélioration de nos résultats, d'autre part l'impact de la reclassification de la CVAE à hauteur de 15 M€.

Le résultat net part du groupe progresse de 89 % à 14 M€ contre 7,4 M€ en 2009.

Bilan

Avec des capitaux propres de 191,6 M€ et une trésorerie nette positive de 41 M€ contre 21 M€ en 2009 (telle que définie en note 4.6.2.3 des comptes consolidés), le bilan 2010 traduit un nouveau renforcement significatif de la situation financière du groupe.

La nette amélioration de la trésorerie provient d'une part de la progression du résultat opérationnel mais également de la bonne maîtrise du poste clients en augmentation de 13 % dans un contexte d'augmentation de l'activité de 16 %.

L'ACTIVITE DU GROUPE PAR PÔLE

Concernant les informations sectorielles présentées ci-dessous, il convient de prendre en considération les éliminations inter-pôles qui s'élèvent à (16,7) M€ pour 2010 et (14,0) M€ pour 2009.

Le pôle travail temporaire et recrutement

En millions d'euros	2010	2009
• Chiffre d'affaires	1 093,9	943,6
• Résultat opérationnel	31,7	11,4

L'amélioration de l'activité économique amorcée fin 2009 s'est confirmée et amplifiée tout au long de l'année 2010.

Dans ce contexte général plus favorable, notre groupe qui, avec les mesures d'adaptation prises pour faire face à la crise, a su préserver sa capacité de rebond, retrouve une croissance soutenue.

Ainsi, le chiffre d'affaires du pôle travail temporaire et recrutement, à 1 093,9 M€, affiche une progression de 15,9 %.

La France, comme l'international, ont contribué à cette forte croissance.

En France, (qui concentre plus de 92 % de l'activité totale du pôle), le chiffre d'affaires s'établit à 1 009,1 M€, en progression de 16,7 %. Sur la même période, le marché français du travail temporaire affiche une hausse de 16 % (source Prisme).

L'exercice s'est illustré par une amélioration continue de notre activité, particulièrement nette sur la seconde partie de l'année. Après un premier trimestre en progression de 7 %, la fin de l'exercice est particulièrement dynamique avec un 4^{ème} trimestre en progression de 20 %, à 270,6 M€.

Cette croissance a été principalement portée par l'augmentation de l'activité réalisée auprès des grands comptes qui ont été les principaux moteurs de la reprise en 2010. Le chiffre d'affaires réalisé auprès de cette clientèle a progressé de près de 35 %, pour s'établir à 444,4 M€.

Sur les PME-TPE, la croissance a été moins rapide ; notre présence auprès de cette clientèle reste toutefois forte puisque les PME-TPE concentrent près de 60 % du chiffre d'affaires réalisé en France.

L'analyse sectorielle de notre chiffre d'affaires révèle que c'est l'industrie, portée notamment par l'automobile, qui a principalement soutenu la croissance : avec un chiffre d'affaires en hausse de 33,7 %, ce secteur représente 44 % du chiffre d'affaires du pôle ; un tiers de l'activité est réalisé dans le secteur des services, en progression de 11,2% ; le secteur BTP, qui représente 23 % du chiffre d'affaires, reste quant à lui stable malgré une hausse de l'activité de 5% sur le second semestre.

A l'international, l'activité retrouve la voie de la croissance, avec un chiffre d'affaires de 84,8 M€ en progression de 7,3 %.

Ce redressement est porté par la nette reprise de l'activité espagnole qui concentre près de 60 % de l'activité internationale : sur un marché espagnol en hausse de 4,9 % (source Observatorio Sectorial), notre groupe affiche un chiffre d'affaires de plus de 50 M€, en progression de 12,4 %.

Au Maroc, le chiffre d'affaires de 10,4 M€, affiche un repli de 33,5 %, mais cette situation qui est liée à la fin d'un important contrat, constitue un événement ponctuel et ne remet pas en cause le potentiel de développement sur ce pays.

Toutes les autres implantations affichent des croissances à deux chiffres : + 10,9 % en Suisse, + 68,2 % en Tunisie et + 62,1 % en Allemagne qui profite d'un contexte économique très favorable.

Nos autres prestations RH (le recrutement, le placement, le reclassement) affichent une croissance de 43,5 % avec un chiffre d'affaires de 5,6 M€ sur un marché en progression de 20,6 % (source Prisme).

La croissance soutenue de l'activité se traduit positivement dans les résultats du pôle qui affichent une forte progression. Ainsi, le résultat opérationnel s'établit à 31,7 M€ contre 11,4 M€ en 2009, soit une augmentation de plus de 20 M€.

En France, le résultat opérationnel ressort à 30,7 M€ ; la marge opérationnelle est doublée, à 3 % du chiffre d'affaires ;

A l'international, l'exercice est profitable, avec un résultat opérationnel à 1 M€, porté par le redressement des résultats enregistrés en Espagne.

Le pôle Multiservices

En millions d'euros	2010	2009
• Chiffre d'affaires	233,7	198,0
• Résultat opérationnel	5,8	2,3

Le pôle multiservices qui regroupe les activités aéroportuaires et les activités ingénierie et maintenance affiche une progression de 18 % du chiffre d'affaires, à 233,7 M€.

LES ACTIVITES AEROPORTUAIRES

En millions d'euros	2010	2009
• Chiffre d'affaires	175	136,0
• Résultat opérationnel	6,5	2,3

Les activités aéroportuaires confirment leur dynamique de prise de parts de marché tant en France qu'à l'international et ce, malgré un marché du transport aérien perturbé par les épisodes neigeux et les effets du nuage de cendres du volcan islandais.

Elles affichent un chiffre d'affaires en progression de 29 % : il s'établit à 175 M€ contre 136 M€, plaçant notre groupe en position de n°1 sur le marché français.

En France, le groupe a bénéficié de l'extension de son champ d'intervention sur de nouveaux terminaux CDG1, Orly Ouest et Sud. Cette extension, qui s'est illustrée par la signature de 17 nouveaux contrats avec les compagnies aériennes opérant sur ces terminaux, a permis de générer un chiffre d'affaires sur l'exercice, de près de 50 M€.

A l'international, (qui représente 14 % des activités aéroportuaires), le chiffre d'affaires s'établit à 25 M€ et affiche une progression de 18 %. Notre groupe occupe aujourd'hui des positions fortes en Irlande et sur le continent africain où le groupe est désormais implanté au Congo, au Gabon, au Mali et en Sierra Léone.

L'Irlande, comme l'Afrique, ont contribué à la bonne dynamique du pôle : en 5 années, le chiffre d'affaires réalisé sur le continent africain a été multiplié par quatre.

Le résultat opérationnel des activités aéroportuaires s'établit à 6,5 M€ contre 2,3 M€ en 2009.

La marge opérationnelle s'apprécie fortement : elle représente 3,7 % du chiffre d'affaires contre 1,7 % en 2009.

LES AUTRES SERVICES

Le chiffre d'affaires des autres activités du pôle affiche un repli de 5 % : il s'établit à 58,8 M€ contre 62 M€ en 2009. Cette évolution s'explique par une baisse des activités ingénierie et maintenance, toujours pénalisées en 2010.

Le résultat opérationnel des autres services est déficitaire à hauteur de (0,7) M€.

LES COMPTES SOCIAUX DE GROUPE CRIT

La société Groupe CRIT est la société holding du groupe qu'elle forme avec l'ensemble de ses filiales. Ses résultats sociaux ne peuvent être dissociés des résultats consolidés.

La société Groupe CRIT n'exerce pas d'activité économique propre.

Son chiffre d'affaires est constitué des facturations de diverses prestations de services fournies aux sociétés filiales dans le cadre du développement de leurs activités et des facturations de dépenses communes.

Le chiffre d'affaires s'est élevé, au titre de l'exercice 2010, à 5,6 M€, contre 5,2 M€ en 2009.

Le résultat d'exploitation s'établit à 0,6 M€ contre 0,7 M€.

Le résultat financier s'élève à 28,5 M€ contre 32,4 M€ en 2009.

La variation provient principalement de la diminution des produits financiers et notamment des produits de participation reçus des sociétés filiales au cours de l'exercice, qui se sont élevés à 28,9 M€ contre 33,3 M€ en 2009.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de (20) K€ et de l'impôt sur les bénéfices de (103) K€, l'exercice 2010 fait apparaître un résultat net de 29 M€ contre un résultat de 32,6 M€ en 2009.

Aucune variation notable des comptes de la société n'est attendue pour 2011.

INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS

En application des dispositions de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 et du décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008, nous vous communiquons la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance.

A la date du **31 décembre 2009**, le poste « fournisseurs et comptes rattachés » au passif du bilan de la société, pour 464 K€, inclut outre les dettes à l'égard des fournisseurs pour 243 K€, des factures non parvenues pour 222 K€.

La répartition par date d'échéance des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevant à 243 K€, s'établit comme suit : (en K€)

	<09/2009	09/2009	10/2009	11/2009	12/2009	01/2010	02/2010	03/2010	au-delà	Total
• Français	48				4	139	39			230
• Groupe	1	1					11			13
• Total	49	1			4	139	50			243

A la date du **31 décembre 2010**, le poste « fournisseurs et comptes rattachés » au passif du bilan de la société, pour 837 K€, inclut outre les dettes à l'égard des fournisseurs pour 773 K€, des factures non parvenues pour 64 K€.

La répartition par date d'échéance des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevant à 773 K€, s'établit comme suit : (en K€)

	<09/2010	09/2010	10/2010	11/2010	12/2010	01/2011	02/2011	03/2011	au-delà	Total
• Français	65	5	1	2	63	199	21	58		414
• Groupe					156		2	199		359
• Total	65	5	1	2	219	199	23	257		773

Informations environnementales et développement durable

Après avoir été en 2005 l'une des premières entreprises de travail temporaire à recevoir la certification QSE « Qualité, Sécurité, Environnement » pour sa filiale Crit, le groupe a renforcé son engagement en matière de développement durable et créé une fonction dédiée au sein de son organisation interne.

L'objectif tend à favoriser l'émergence d'une culture Développement durable au sein du groupe, conduite en priorité dans les sociétés du pôle aéroportuaire et étendue à l'ensemble des activités du groupe.

Au regard de la nature de l'activité de la société, qui est sans conséquences sur l'environnement, les informations de l'article R 225-105 du Code de commerce sont non applicables.

La politique de ressources humaines

La politique de ressources humaines occupe une place primordiale pour notre groupe, avec au cœur de son dispositif, l'accompagnement à l'intégration de ses nouveaux collaborateurs et le développement des compétences, tant pour ses salariés permanents que ses collaborateurs intérimaires.

La formation tient donc un rôle majeur dans cette politique. Le groupe dispose d'ailleurs de deux centres de formation interne répondant aux besoins exprimés tant en interne qu'au niveau des entreprises utilisatrices.

Dans la continuité des entretiens individuels de développement, des commissions de développement des ressources humaines ont été mises en place. Ces commissions permettent d'évaluer le potentiel d'évolution des collaborateurs, leur mobilité géographique, leur besoin de formation. Outre le fait de répondre au mieux aux attentes des collaborateurs en termes d'évolution professionnelle et de développement personnel, elles ont pour objectif d'optimiser la gestion des ressources humaines et de limiter le risque d'écart entre les besoins en personnel et les compétences disponibles.

De plus, en entreprise responsable, le groupe poursuit depuis plusieurs années une politique active en faveur des travailleurs éloignés du monde du travail. Cette politique s'illustre notamment par des partenariats renouvelés avec l'Agefiph pour l'accompagnement vers l'emploi des personnes reconnues handicapées.

Aujourd'hui, dans le cadre du développement de sa démarche sociétale d'entreprise, le groupe s'est engagé à promouvoir la non discrimination et à favoriser la diversité.

A ce titre, il a mis en place un Plan Diversité et Egalité des Chances qui se déploie sur plusieurs axes, notamment la formation, la sensibilisation des collaborateurs et la mise en conformité des procédures internes.

Les principaux risques

Compte tenu de son activité essentiellement française ou en zone euro, le groupe n'est pas significativement exposé au risque de change.

Le risque de taux peut avoir un impact sur le résultat financier du fait de la structure de la dette dont la majeure partie est à taux variable ; une évolution de 1 point des taux d'intérêt aurait une incidence de 110 K€ sur la charge financière annuelle du groupe.

En termes de risque de crédit, ainsi que développé en notes 4.3.3 et 5.3 des comptes consolidés, il convient de noter que le risque de concentration est très faible au regard de la forte dispersion du portefeuille clients ; de même, les créances clients font l'objet, pour leur majorité, d'une assurance crédit.

Comme précisé aux notes 4.6 et 5.4 des comptes consolidés relatives aux passifs financiers et au risque de liquidité, le risque de liquidité est aussi faible dans la mesure où le groupe dispose d'une trésorerie nette excédentaire et d'un financement, grâce à la titrisation, d'une maturité de remboursement définitif supérieure à un an.

Concernant les risques juridiques, ainsi que visé en note 4.5.2 des comptes consolidés, les provisions pour litiges concernent principalement des risques prud'homaux.

Prises de participation et de contrôle et cessions de participation

La société Groupe Crit n'a pris, au cours de l'exercice écoulé, aucune participation directe ou indirecte.

Au cours de l'exercice écoulé, la société Euristt, dont Groupe Crit détenait 100 % du capital social, a fait l'objet d'une dissolution avec transmission universelle de son patrimoine au profit de notre société avec effet au 28 mai 2010.

La société Europe Handling Correspondance, filiale de la société Groupe Europe Handling et sous-filiale de la société Groupe Crit, a fait l'objet d'une dissolution avec transmission universelle de son patrimoine au profit de son associé unique, avec effet au 29 novembre 2010.

Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun évènement important, susceptible d'influer de façon significative sur la situation de la société, n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

LES PERSPECTIVES DU GROUPE POUR 2011

La fin de l'exercice 2010 particulièrement dynamique et l'amélioration continue de la conjoncture, renforcent notre confiance pour 2011.

Le marché du travail temporaire et du recrutement profite de cet environnement plus favorable.

Les premiers mois de l'exercice montrent un redémarrage de la demande des PME, une consolidation de la demande dans l'industrie et une nette reprise dans le secteur du BTP.

Ce contexte s'illustre dans les effectifs détachés sur les trois premiers mois de l'exercice qui ont progressé de plus de 20 % en France.

Cette progression confirme la capacité du groupe à tirer profit de la reprise pour renforcer ses parts de marché.

Dans ce cadre, toutes priorités seront données à l'intensification des actions commerciales en direction des PME et à l'optimisation de la productivité du réseau.

Le groupe dispose également d'un relais de croissance important avec la reprise des prestations de recrutement constatée au cours des derniers mois, qui devrait compenser les effets de la décision de Pôle Emploi de limiter dès 2011 le recours aux opérateurs privés. A moyen terme, l'ouverture du travail temporaire à la fonction publique offre également à notre groupe de nouvelles opportunités de développement.

Cette bonne visibilité sur le marché français permet à notre groupe d'afficher de nouvelles ambitions à l'international : renforcer ses positions sur ses cinq pays d'implantation (l'Espagne, l'Allemagne, la Suisse, le Maroc et la Tunisie) et rechercher de nouvelles opportunités de croissances externes. Notre groupe se fixe comme objectif de doubler la contribution de son chiffre d'affaires international à horizon 3 ans.

Dans l'aéroportuaire, notre groupe entend consolider sa position sur le marché français : la croissance sera soutenue avec la reprise attendue du trafic aérien et le potentiel de conquête de nouvelles compagnies.

A l'international, le déploiement réussi sur le continent africain sera poursuivi dans d'autres pays et d'autres prestations.

L'optimisation de la rentabilité restera une priorité tant en France qu'à l'international.

LES RESULTATS

Nous vous proposons d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de 29 028 139,54 euros :

- aux actionnaires, à titre de dividende 2 812 500,00 euros
- au poste « autres réserves » 26 215 639,54 euros

Ainsi, le dividende revenant à chaque action sera de 0,25 €. La distribution est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende serait payable le 15 septembre 2011 et le détachement du coupon interviendrait le 12 septembre 2011.

Au cas où, lors de la date de détachement du coupon, la société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'au titre des trois derniers exercices, les distributions de dividendes ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividendes	Autres revenus distribués	
• 2007	3 375 000 € soit 0,30 € par action	-	-
• 2008	2 250 000 € soit 0,20 € par action	-	-
• 2009	2 250 000 € soit 0,20 € par action	-	-

LE CAPITAL DE LA SOCIETE

1 - L'actionariat de la société et les actions d'autocontrôle

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit code, il est indiqué que :

- Monsieur Claude GUEDJ détient directement plus des deux tiers du capital social (70,26 %) et des droits de vote aux Assemblées Générales (81,2 %).

Cette liste a connu les modifications suivantes au cours de l'exercice écoulé :

- Par courrier reçu le 16 novembre 2010, complété par un courrier reçu le 17 novembre 2010, la société par actions simplifiée Lazard Frères Gestion (11 rue d'Argenson 75008 Paris), agissant pour le compte de fonds et de SICAV dont elle assure la gestion, a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi en hausse, le 10 juin 2010, le seuil de 5 % du capital de la société Groupe Crit et détenir, à cette date, pour le compte desdits fonds et SICAV, 586 075 actions Groupe Crit représentant autant de droits de vote, soit 5,21 % du capital et 2,99 % des droits de vote.

Ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions Groupe Crit sur le marché.

Par ailleurs, le déclarant a précisé détenir pour le compte desdits fonds et SICAV, au 15 novembre 2010, 682 075 actions Groupe Crit représentant autant de droits de vote, soit 6,06 % du capital et 3,47 % des droits de vote.

(Lazard Frères Gestion est contrôlée par la société par actions simplifiée Compagnie Financière Lazard Frères. Lazard Frères Gestion agit dorénavant pour le compte de FCP et SICAV, ces dernières ayant délégué l'exercice des droits de vote à Lazard Frères Gestion, dans les conditions posées aux articles L 233-9 II du code de commerce et 223-12, 223-12-1 du règlement général de l'AMF.)

- Aucun autre actionnaire, à la connaissance de la société, ne détient directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote aux Assemblées Générales.
- Au 31 décembre 2010 il n'existe aucune action d'autocontrôle.

2 – Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Il est indiqué, en application des dispositions de l'article L 225-100-3 du Code de commerce :

- Qu'il n'existe pas de restriction statutaire aux transferts d'actions,
- Qu'il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote hormis la privation des droits de vote pouvant être demandée par un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 2 % des droits de vote, en cas de non déclaration du franchissement du seuil statutaire d'une fraction du capital représentant 1 % des droits de vote, pendant un délai de 2 ans suivant la régularisation de la notification (article 11 des statuts),
- Qu'à la connaissance de la société, il n'existe pas de pactes et autres engagements signés entre actionnaires (notamment entre les dirigeants) pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote,
- Qu'il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux ; qu'il n'existe aucune disposition pouvant avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de la société.

Toutefois, conformément à l'article 34 de nos statuts, les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom d'un même actionnaire, disposent d'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions dont chacune donne droit à une voix,

- Qu'il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionariat du personnel, avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier,
- Que les règles de nomination et de révocation des membres du conseil d'administration sont les règles légales et statutaires prévues à l'article 15 des statuts de la société,
- Qu'en matière de pouvoirs du conseil d'administration, les délégations en cours sont décrites au présent rapport concernant le programme de rachat d'actions propres et en annexe du présent rapport concernant les délégations en matière d'augmentation du capital social,
- Que la modification des statuts de notre société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires,
- Qu'il n'existe pas d'accord particulier prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions de membres du conseil d'administration,
- Qu'à l'exception du contrat d'affacturage conclu entre la société et le CA Factoring, il n'existe pas d'accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société.

3 – Les actions auto-détenues

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres autorisé par les Assemblées Générales des 23 juin 2009 et 25 juin 2010, la société a procédé, entre la date d'ouverture et de clôture du dernier exercice, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, dans les conditions suivantes :

Nombre d'actions achetées : 76 255

Cours moyen des achats : 19,98 €

Nombre d'actions vendues : 82 108

Cours moyen des ventes : 19,73 €

Montant total des frais de négociation : 0 €

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Au 31 décembre 2010, la société détenait 120 772 actions dont la valeur évaluée au cours d'achat s'établit à 1 576 253 € et la valeur nominale à 43 477,92 €.

100 % des acquisitions effectuées au cours de l'exercice écoulé, l'ont été pour répondre à l'objectif d'animation du titre ;

Les actions détenues par la société n'ont fait l'objet d'aucune réallocation à d'autres finalités ni utilisation au cours de l'exercice écoulé.

L'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2010 expirant le 24 décembre 2011, il est proposé à la présente Assemblée Générale de la renouveler dans les mêmes conditions qui sont rappelées ci-après.

4 – L'autorisation de mettre en place un programme de rachat d'actions par la société

Nous vous proposons de conférer au Conseil d'Administration, pour une période de dix huit mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2010 dans sa sixième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue de :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Groupe CRIT par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF,
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne entreprise ou par attribution gratuite d'actions,
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 25 juin 2010 dans sa septième résolution à caractère extraordinaire.

Toutefois, ces opérations ne pourraient pas être effectuées en période d'offre publique.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 50 € par action et en conséquence le montant maximal de l'opération à 56 250 000 €.

Le Conseil d'Administration disposerait des pouvoirs utiles pour faire le nécessaire en pareille matière.

5 – La participation des salariés au capital

A la clôture de l'exercice, il n'existe aucune participation des salariés (telle que définie à l'article L225-102 du Code de commerce) au capital de la société.

LES MANDATAIRES SOCIAUX

La liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice est fournie en annexe au présent rapport.

1 - Le mode d'exercice de la Direction générale

Nous vous précisons que la Direction générale a été confiée au Président du Conseil d'Administration, assisté de deux directeurs généraux délégués.

2 - Les renouvellements de mandats

Aucun mandat des membres du Conseil d'Administration n'arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée.

3 - Les opérations sur titres des mandataires sociaux réalisées au cours du dernier exercice

L'état récapitulatif des opérations des mandataires sur les titres de la société mentionnées à l'article L 621-18-2 du Code monétaire et financier réalisées au cours du dernier exercice est le suivant :

Nom et prénom	GUEDJ Claude
• Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Président-Directeur-Général
• Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	
• Description de l'instrument financier	Actions
• Cession d'instruments financiers	19 060
• Montant total des cessions	426 981 €
• Acquisition d'instruments financiers	12 135
• Montant total des acquisitions	226 838 €

Nom et prénom	GUEDJ Yvonne
• Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Membre du Conseil d'Administration
• Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	
• Description de l'instrument financier	Actions
• Cession d'instruments financiers	10 000
• Montant total des cessions	195 000 €
• Acquisition d'instruments financiers	
• Montant total des acquisitions	

LES REMUNERATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2010 et 31 décembre 2009, aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé à un mandataire social de la société par une société contrôlée au sens de l'article L 233-16 du Code de commerce. Il n'existe par ailleurs pas de société contrôlante.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Les rémunérations brutes totales et les avantages de toute nature versés par la société à chacun des mandataires sociaux durant les exercices clos le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2009 s'établissent comme suit :

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice 2010	Exercice 2009
Claude Guedj, Président Directeur Général		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice	91 476 €	91 476 €
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
Nathalie Jaoui, Directeur Général Délégué		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice	277 828 €	277 498 €
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
Karine Guedj, Directeur Général Délégué		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice	123 060 €	123 060 €
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
	Exercice 2010		Exercice 2009	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Claude Guedj, Président Directeur Général				
• Rémunération fixe	91 476 €	91 476 €	91 476 €	91 476 €
• Avantages en nature	-	-	-	-
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
TOTAL	91 476 €	91 476 €	91 476 €	91 476 €

Nathalie Jaoui, Directeur Général Délégué				
• Rémunération fixe	274 408 €	274 408 €	274 408 €	274 408 €
• Avantages en nature [□]	3 420 €	3 420 €	3 090 €	3 090 €
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
TOTAL	277 828 €	277 828 €	277 498 €	277 498 €

Karine Guedj, Directeur Général Délégué				
• Rémunération fixe	120 000 €	120 000 €	120 000 €	120 000 €
• Avantages en nature [□]	3 060 €	3 060 €	3 060 €	3 060 €
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
TOTAL	123 060 €	123 060 €	123 060 €	123 060 €

[□] L'avantage en nature est lié à la mise à disposition du dirigeant d'un véhicule de fonction.

Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

Mandataires sociaux non dirigeants	Montants versés au cours de l'exercice 2010	Montants versés au cours de l'exercice 2009
Yvonne Guedj	NEANT	NEANT
• Jetons de présence		
• Autres rémunérations		

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
Claude Guedj	NEANT					
Nathalie Jaoui						
Karine Guedj						

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
Claude Guedj	NEANT		
Nathalie Jaoui			
Karine Guedj			

Actions de performance attribuées à chaque mandataire social

Actions de performance attribuées par l'assemblée générale des actionnaires durant l'exercice à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	N° et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
Claude Guedj	NEANT					
Nathalie Jaoui						
Karine Guedj						
Yvonne Guedj						

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Actions de performance devenues disponibles pour chaque mandataire social			
Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
Claude Guedj		NEANT	
Nathalie Jaoui			
Karine Guedj			
Yvonne Guedj			

HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS		
INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT		
	N° Plan	N° Plan
• Date d'Assemblée Générale	NEANT	NEANT
• Date du Conseil d'administration		
• Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées		
• Point de départ d'exercice des options		
• Date d'expiration		
• Prix de souscription ou d'achat		
• Modalités d'exercice		
• Nombre cumulé d'options de souscription ou d'achat d'actions annulées ou caduques		
• Options de souscription ou d'achat d'actions restantes en fin d'exercice		

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers	Nombre total d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix moyen pondéré	Plan n°1	Plan n°2
• Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé. (Information globale)	NEANT			
• Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice, par les dix salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé. (Information globale)	NEANT			

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Claude Guedj Président Directeur Général Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : 23 juin 2013		X		X		X		X
Nathalie Jaoui Directeur Général délégué Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : 23 juin 2013		X		X		X		X
Karine Guedj Directeur Général délégué Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : 23 juin 2013		X		X		X		X

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société PricewaterhouseCoopers Audit arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée générale.

Au terme de ce mandat, Monsieur Jean-François Châtel, signataire représentant la société PricewaterhouseCoopers Audit, aura signé la certification des comptes sociaux et consolidés de six exercices consécutifs.

Nous vous suggérons de procéder au renouvellement du mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société PricewaterhouseCoopers Audit, laquelle serait représentée par Monsieur Gérard Morin, associé signataire, en remplacement de Monsieur Jean-François Châtel, pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale à tenir dans l'année 2017 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Le mandat de commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Pierre Coll arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée générale.

Nous vous suggérons de nommer en remplacement, pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale à tenir dans l'année 2017 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, Monsieur Yves Nicolas.

LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Aucune convention nouvelle relevant du champ d'application de l'article L 225-38 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

MISE EN HARMONIE ET MODIFICATION DES STATUTS

Nous vous demandons de procéder à diverses modifications statutaires résultant de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008, du décret n° 2010-684 du 23 juin 2010 et de l'ordonnance n° 2010-1511 du 9 décembre 2010 complétée par le décret n° 2010-1619 du 23 décembre 2010.

En effet ces textes contiennent des règles qui ont des incidences directes sur le texte des statuts que nous vous proposons de modifier en conséquence.

Ces règles ont trait :

- au délai de régularisation accordé aux administrateurs pour acquérir le nombre d'actions statutairement requis ;
- à la faculté pour les actionnaires de requérir l'inscription de points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale (dans les mêmes conditions que l'inscription de projets de résolutions) ;
- aux règles de représentation des actionnaires en Assemblées Générale.

En conclusion, nous vous demanderons de donner quitus entier et définitif à votre Conseil d'Administration de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Nous vous invitons à approuver, par votre vote, le texte des résolutions qui vous sont proposées.

Le Conseil d'Administration

ANNEXES

Annexe 1 - Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Date d'arrêté	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• Capital social	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000
• Nombre d'actions					
- ordinaires	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000
- à dividende prioritaire					
• Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
• Chiffre d'affaires hors taxes	5 604 276	5 223 604	7 015 764	6 120 143	5 929 916
• Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	29 459 398	34 023 455	22 361 541	26 749 671	16 496 659
• Impôts sur les bénéfices	103 164	362 831	(957 934)	(64 600)	(596 997)
• Participation des salariés					
• Dot. amortissements et provisions	328 095	1 059 123	1 874 887	1 031 819	218 448
• Résultat net	29 028 140	32 601 501	21 444 587	25 782 452	16 875 208
• Résultat distribué	2 812 500	2 250 000	2 250 000	3 375 000	2 812 500
RESULTAT PAR ACTION					
• Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	2,61	2,99	2,07	2,38	1,52
• Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	2,58	2,90	1,91	2,29	1,50
• Dividende attribué	0,25	0,20	0,20	0,30	0,25
PERSONNEL					
• Effectif moyen des salariés	8	7	7	7	7
• Masse salariale	916 744	970 401	1 248 777	1 224 713	1 044 514
• Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	356 632	366 053	453 800	461 025	382 168

Annexe 2 - Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité

L'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2010 a conféré au Conseil d'Administration diverses délégations l'autorisant à augmenter le capital social.

Le Conseil d'administration n'a pas fait usage de ces autorisations.

Autorisations	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé	Augmentations réalisées les années précédentes	Augmentations réalisées en 2010 et jusqu'au présent rapport	Montant résiduel
• Délégation en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices	25/06/2010	24/08/2012	1 000 000 €	Néant	Néant	1 000 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital avec maintien du DPS	25/06/2010	24/08/2012	1 000 000 €	Néant	Néant	1 000 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital avec suppression du DPS par offre au public	25/06/2010	24/08/2012	1 000 000 €* [*]	Néant	Néant	1 000 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital avec suppression du DPS par placement privé	25/06/2010	24/08/2012	1 000 000 €* [*]	Néant	Néant	1 000 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital avec suppression du DPS en faveur des adhérents d'un PEE	25/06/2010	24/08/2012	100 000 €	Néant	Néant	100 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital en rémunération d'un apport de titres ou de valeurs mobilières	25/06/2010	24/08/2012	10 % du capital	Néant	Néant	10 % du capital

* Plafond commun

Par ailleurs, le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant être émises par offre au public ou par placement privé ne pourra être supérieur à 3 000 000 euros (plafond commun)

Annexe 3 - Liste des mandats exercés au 31 décembre 2010 par chacun des mandataires sociaux

Claude GUEDJ

Président Directeur Général

GROUPE CRIT
 CRIT INTERIM S.A. (Suisse)
 AIRLINES GROUND SERVICES
 AWAC TECHNICS

Directeur Général

CONGO HANDLING SA (Congo)

Président

GROUPE EUROPE HANDLING
 AERO HANDLING
 PARIS CUSTOMER ASSISTANCE
 ASSISTANCE MATERIEL AVION
 ORLY CUSTOMER ASSISTANCE
 ORLY RAMP ASSISTANCE
 TERMINAL ONE ASSISTANCE
 RAMP TERMINAL ONE
 EUROPE HANDLING
 EUROPE HANDLING ROISSY
 EUROPE HANDLING MAINTENANCE
 INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE L'AERIEN
 SKY HANDLING PARTNER Limited (Irlande)
 SKY HANDLING PARTNER SHANNON (Irlande)
 SKY HANDLING PARTNER CORK (Irlande)
 CRIT IRELAND HR (Irlande)
 CRIT CENTER

Administrateur

SEINE 51
 CRIT IMMOBILIER (anciennement dénommée Lebrec)
 HANDLING PARTNER GABON (Gabon)

Représentant

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de EHM
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de EH
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de EHR
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de AMA
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de AH
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de IFMA
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de PCA
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de TERMINAL ONE ASSISTANCE
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de RAMP TERMINAL ONE
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de ORLY RAMP ASSISTANCE
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de ORLY CUSTOMER ASSISTANCE
 GROUPE CRIT au Conseil de Direction de CRIT CENTER
 GROUPE CRIT au Conseil d'Administration de SHP SIERRA LEONE

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Claude GUEDJ	<u>Gérant</u> ECM RH-EXTERNETT CRIT INTERIM ESPAÑA (Espagne) CRIT SEARCH (Espagne) ADAPTALIA OUTSOURCING (Espagne) CRIT CARTERA (Espagne) ADAPTALIA ESPECIALIDADES EXTERNALIZACION (Espagne) CRIT-RH (Tunisie) CRIT TUNISIE (Tunisie)
Yvonne GUEDJ	<u>Administrateur</u> GROUPE CRIT
Nathalie JAOUI	<u>Présidente</u> CRIT INTERIM LES VOLANTS CRIT <u>Directeur Général Délégué / Administrateur</u> GROUPE CRIT <u>Administrateur</u> SEINE 51 CRIT IRELAND HR (Irlande) <u>Membre du Conseil de Direction</u> EUROPE HANDLING MAINTENANCE EUROPE HANDLING EUROPE HANDLING ROISSY ASSISTANCE MATERIEL AVION AERO HANDLING IFMA PARIS CUSTOMERS ASSISTANCE TERMINAL ONE ASSISTANCE RAMP TERMINAL ONE ORLY RAMP ASSISTANCE ORLY CUSTOMER ASSISTANCE CRIT CENTER <u>Gérante</u> LES COMPAGNONS AB INTERIM AZUR IMMOBILIER CRIT CARTERA (Espagne) PROPARTNER (Allemagne) <u>Représentant</u> GROUPE CRIT au Conseil d'Administration de CRIT IMMOBILIER GROUPE CRIT au Conseil d'Administration de CONGO HANDLING (Congo) GEH au Conseil d'Administration d'AGS GEH au Conseil d'Administration d'AWAC TECHNICS

Karine GUEDJ

Président Directeur Général
SEINE 51

Président du Conseil d'Administration
CRIT IMMOBILIER (anciennement dénommée Lebrec)

Directeur Général Délégué / Administrateur
GROUPE CRIT

Membre du Conseil de Direction
EUROPE HANDLING MAINTENANCE
EUROPE HANDLING
EUROPE HANDLING ROISSY
ASSISTANCE MATERIEL AVION
AERO HANDLING
IFMA
PARIS CUSTOMERS ASSISTANCE
TERMINAL ONE ASSISTANCE
RAMP TERMINAL ONE
ORLY RAMP ASSISTANCE
ORLY CUSTOMER ASSISTANCE
CRIT CENTER

Représentant
GROUPE CRIT au Conseil d'Administration d'AGS

Gérante
RUSH
ARIANE MEDICAL
COMPUTER ASSISTANCE
RHF
HILLARY
OTESSA

Honoraires des commissaires aux comptes

En milliers d'euros	PRICEWATERHOUSECOOPERS				ACE			
	Montant H. T.		%		Montant H. T.		%	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
• Emetteur	63	62	17 %	16 %	42	42	23 %	28 %
• Filiales intégrées globalement	305	335	83 %	84 %	139	110	77 %	72 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissariat aux comptes								
• Emetteur								
• Filiales intégrées globalement								
Sous total	368	397	100 %	100 %	181	152	100 %	100 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
• Juridique, fiscal, social	10		100 %					
• Autres								
Sous total	10	0	100 %	0 %	0	0	0 %	0 %
TOTAL	378	397	100 %	100 %	181	152	100 %	100 %

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des 12 derniers mois

(établie conformément à l'article L 451-1-1 du Code Monétaire et Financier et à l'article 222-7 du Règlement général de l'AMF)

OBJET	DATE DE PUBLICATION	LIEU DE CONSULTATION
Assistance aéroportuaire : reconduction d'un contrat de 25 M€ sur Roissy Charles de Gaulle	11 janvier 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
Quatrième trimestre : une amélioration de l'activité qui se confirme	10 février 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com La Tribune du 11 février 2010
Bilan semestriel du contrat de liquidité au 31 décembre 2009	12 février 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com
Assistance aéroportuaire : reconduction d'un contrat avec la compagnie Luxair Luxembourg Airlines	01 mars 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
2009 : un exercice profitable, un net redressement des résultats au second semestre	14 avril 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com La Tribune du 15 avril 2010 Investir du 17 avril 2010
Le Groupe Crit renoue avec la croissance Chiffre d'affaires du premier trimestre 2010 : +8.9%	28 avril 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com La Tribune du 29 avril 2010
Modalités de mise à disposition du Rapport Financier Annuel 2009	30 avril 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
Information mensuelle relative au total des droits de vote et d'actions	30 avril 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com
Avis de réunion valant avis de convocation à l'Assemblée générale du 25 juin 2010	17 mai 2010	Balo du 17 mai 2010
Dépôt du Document de référence 2009	03 juin 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com AMF
Avis de convocation à l'Assemblée générale du 25 juin 2010	03 juin 2010	Journal spécial des sociétés du 03 juin 2010
Communiqué de mise à disposition du Document de Référence 2009	04 juin 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
Assemblée Générale Mixte du 25 Juin 2010 Modalités de mise à disposition des documents préparatoires	08 juin 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
Information mensuelle relative au total des droits de vote et d'actions	30 juin 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com
Bilan semestriel du contrat de liquidité au 30 juin 2010	30 juin 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com
Descriptif du programme de rachat d'actions	01 juillet 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
Avis d'approbation sans modification des comptes annuels et consolidés 2009	09 juillet 2010	Balo du 09 juillet 2010
Dépôt des comptes au greffe du Tribunal de commerce de Bobigny	21 juillet 2010	Greffe du Tribunal de commerce de Bobigny
Chiffre d'affaires du 2ème trimestre 2010 : +19,9%	28 juillet 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des 12 derniers mois

(établie conformément à l'article L 451-1-1 du Code Monétaire et Financier et à l'article 222-7 du Règlement général de l'AMF)

OBJET	DATE DE PUBLICATION	LIEU DE CONSULTATION
Information mensuelle relative au total des droits de vote et d'actions	31 août 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com
Assistance aéroportuaire : reconduction de plus de 16 M€ de contrats sur Roissy CDG	01 septembre 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
Premier semestre 2010 Chiffre d'affaires : +14,6% ; Doublement du résultat net	14 septembre 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com La Tribune 15 septembre 2010 Investir du 18 septembre 2010
Diffusion du Rapport Financier Semestriel 2010	15 septembre 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
Modalités de mise à disposition du Rapport Financier Semestriel 2010	15 septembre 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
Dépôt du procès verbal de l'Assemblée générale du 25 juin 2010	14 octobre 2010	Greffe du Tribunal de commerce de Bobigny
Forte croissance au 3ème trimestre 2010 : +19%	27 octobre 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com La Tribune du 28 octobre 2010
Information mensuelle relative au total des droits de vote et d'actions	31 octobre 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com
Information mensuelle relative au total des droits de vote et d'actions	30 novembre 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com
Bilan semestriel du contrat de liquidité au 31 décembre 2010	31 décembre 2010	Site internet de la société : www.groupe-crit.com
Groupe Crit remporte le contrat d'assistance aéroportuaire d'Air Asia X sur Orly	19 janvier 2011	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
Croissance soutenue sur la fin de l'année 4 ^{ème} trimestre en hausse de 16,3%	09 février 2011	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com La Tribune du 10 février 2010
Crit remporte le contrat d'assistance aéroportuaire de Camair-Co sur Roissy CDG 2	16 mars 2011	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com
Résultats annuels 2010 Résultat opérationnel multiplié par 2,7 Résultat net en hausse de 89%	12 avril 2011	Site internet de la société : www.groupe-crit.com Site diffuseur agréé AMF : www.hugingroup.com La Tribune du 13 avril 2010 Le Figaro du 13 avril 2010



LE TALENT SERA TOUJOURS LA PLUS PRÉCIEUSE DES VALEURS.

152 bis, avenue Gabriel Péri
93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 49 18 55 55
Fax : 01 40 12 02 84
www.groupe-crit.com